



Les **GREAF**

Cahiers

Groupe de recherche en économie appliquée et théorique

N° 81, vol. 2

"Réfléchir à changer"

Juillet – Septembre 2022



Sécurité et gouvernance au fronton des préoccupations des maliens

Massa Coulibaly

Table des matières

Résumé.....	1
Introduction.....	1
1. Qu'est-ce qui préoccupe les maliens.....	2
1.1. La sécurité mais pas seulement ni de tout le temps	2
1.2. La bonne gouvernance, une des pierres angulaires du développement durable	10
2. Et si le gouvernement faisait à sa tête.....	14
2.1. Le gouvernement fait plutôt mal que bien	14
2.2. Le gouvernement plane sur les problèmes et objectifs de développement.....	23
3. Du sentiment de l'insécurité à sa réalité.....	26
3.1. L'insécurité, problème majeur de société.....	26
3.2. Vivre la peur au ventre.....	27
3.3. Plus de peur que de mal	29
Conclusions.....	32
Références bibliographiques.....	33

Résumé

A la question à choix multiples (jusqu'à trois options de réponse) de savoir "quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer", deux maliens sur cinq mettent en avant le crime et l'insécurité puis l'éducation. Ensuite viennent, par ordre décroissant la santé et l'insécurité alimentaire. Le premier rang de l'insécurité est sans équivoque dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao-Kidal, toutes confrontées aux actes de violence terroriste, jihadiste et autres depuis l'éclatement de la crise du nord en 2012 et son prolongement au centre du pays puis plus bas ces cinq dernières années.

Au fil des années, l'insécurité devenait de plus en plus un problème au Mali, pour 5% seulement des maliens en 2004, puis 8% et 9% en 2008 et 2012, ensuite 18% en 2014 au lendemain de l'éclatement de la grave crise de 2012, sinon auparavant, l'insécurité alimentaire était de loin la préoccupation numéro 1 des maliens. A la suite de l'insécurité, l'ODD 16 (gouvernance) est en tête des priorités, pour plus de la majorité des maliens (57%), ODD comprenant les préoccupations de (i) crime et insécurité, (ii) corruption, (iii) violence politique, (iv) instabilité politique / divisions politiques / tensions ethniques, (v) droits politiques / démocratie, (vi) guerre, internationale ou civile. Cette primauté n'est apparue qu'en 2012 et 2020, années de début de crise sécuritaire respectivement de pleine crise de gouvernance au Mali ayant conduit à de vastes mouvements de protestation contre le gouvernement du président Ibrahim Boubacar Kéïta jusqu'au coup d'Etat du 18 août 2020. Les autres années, c'est plutôt l'ODD 2 (faim) qui est la priorité des priorités. La progression dans le temps de la primauté de l'ODD 16 est constante tout comme la régression de l'ODD 2.

Dans aucun domaine de préoccupations des maliens, comprenant la gestion de l'économie, la création d'emplois, la réduction de la criminalité, la satisfaction ou l'amélioration des services de santé et d'éducation, l'entretien des infrastructures, la fourniture des services d'eau et d'assainissement, et d'électricité, le gouvernement ne fait plus bien que mal, 42% de bien dans le meilleur des cas, celui de l'amélioration des services de santé, les pires scores du gouvernement étant dans la satisfaction des besoins en éducation, la réduction du fossé entre riches et pauvres, la prise en charge des besoins spécifiques des jeunes ou la création d'emplois. Le second mandat de l'ex-président Ibrahim Boubacar Kéïta, 2018-2020 aura surtout été marqué par une baisse généralisée des performances du gouvernement à répondre aux préoccupations du Mali et des maliens, un recul net dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de l'eau et de l'assainissement, des conflits et du crime. Dans un environnement plutôt austère, la majorité des maliens estime ne pas se sentir en sécurité. Ils sont deux tiers des personnes ayant vécu au cours des 12 derniers mois une pauvreté sévère à en souffrir. Un tel sentiment est psychopathique dans les régions du centre et du nord, de 8 à 9 ressortissants sur 10.

Introduction

Le présent papier traite presque exclusivement de la question à choix multiples (jusqu'à trois options de réponse) de savoir "quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, question posée au round 8 des enquêtes Afrobarometer de 2020 comme aux rounds précédents des années 2004, 2008, 2012, 2014 et 2017. Le premier problème de développement qui se dégage de là pour le plus récent round (celui de 2020) est comparé à celui apparu les rounds précédents pour mettre en

contexte les changements observés et en tirer les conséquences. Ensuite, un programme informatique est développé sur SPSS pour passer des préoccupations brutes des sondés, mesurées par leurs réponses à la question sur les plus importants problèmes auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations-unies. Enfin, nous mettons en parallèle les problèmes et objectifs de développement prioritaires avec la manière dont le gouvernement y répond, manière préalablement qualifiée de bonne ou de mauvaise selon les réponses à la question de savoir si le gouvernement performe ou non à satisfaire un certain nombre de préoccupations des citoyens. De cette façon, nous mesurons l'adéquation sociétale des politiques publiques par comparaison des performances du gouvernement et des attentes des populations. Ainsi, nous avons fait correspondre les domaines de performance du gouvernement et les problèmes de développement identifiés par les sondés, pour ensuite présenter, côte à côte, les résultats de l'appréciation des maliens tant sur la manière dont le gouvernement y répond que sur leur importance respective en tant que problèmes de développement auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait répondre. Le même genre d'équivalence est établi entre les domaines de performance du gouvernement et les ODD afin de pouvoir comparer la réponse (en bien) du gouvernement à l'importance prioritaire de chaque ODD.

1. Qu'est-ce qui préoccupe les maliens

Il s'agit ici de retracer les plus importants problèmes de développement tels que perçus par les maliens et d'en déduire les Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations-unies.

1.1. La sécurité mais pas seulement ni de tout le temps

A la question à choix multiples (jusqu'à trois options de réponse) de savoir "quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer", les maliens mettent en avant (i) le crime et l'insécurité, 43 d'entre eux, (ii) l'éducation, autre 43, (iii) la santé, 36, et (iv) l'insécurité alimentaire, 36. L'insécurité est ainsi la première préoccupation au Mali, comme dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao-Kidal, toutes confrontées aux actes de violence terroriste, jihadiste et autres depuis l'éclatement de la crise du Nord en 2012 et son prolongement au centre du pays puis plus bas ces cinq dernières années. Bien que moins ressentie dans les autres régions, l'insécurité arrive tout de même en deuxième position des préoccupations à Bamako, troisième position à Koulikoro, cinquième à Kayes et septième position à Sikasso sur un ensemble de plus de trente problèmes majeurs de développement. Quelques spécificités régionales révèlent l'importance particulière locale de:

- ✓ l'insécurité alimentaire à Kayes, 50 contre 36 de moyenne nationale
- ✓ la santé à Koulikoro et Sikasso, 51 respectivement 49 contre 33 pour tout le pays
- ✓ l'éducation à Bamako, 57 contre 43
- ✓ le niveau doublement élevé de l'insécurité dans les régions du centre et du nord (Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal), 71 à 89 contre 43 en moyenne sur l'ensemble du territoire.

Quelques autres problèmes marginaux au niveau national sont jugés importants dans certaines régions, comme la gestion de l'économie à Gao-Kidal, 13 contre 6, la corruption à Bamako, 16 contre 8, les maladies à Ségou, 14 contre 8. A l'opposé, d'autres problèmes majeurs au plan national le sont beaucoup moins à l'échelle régionale, tels que l'eau à Bamako, 8 contre 24, le

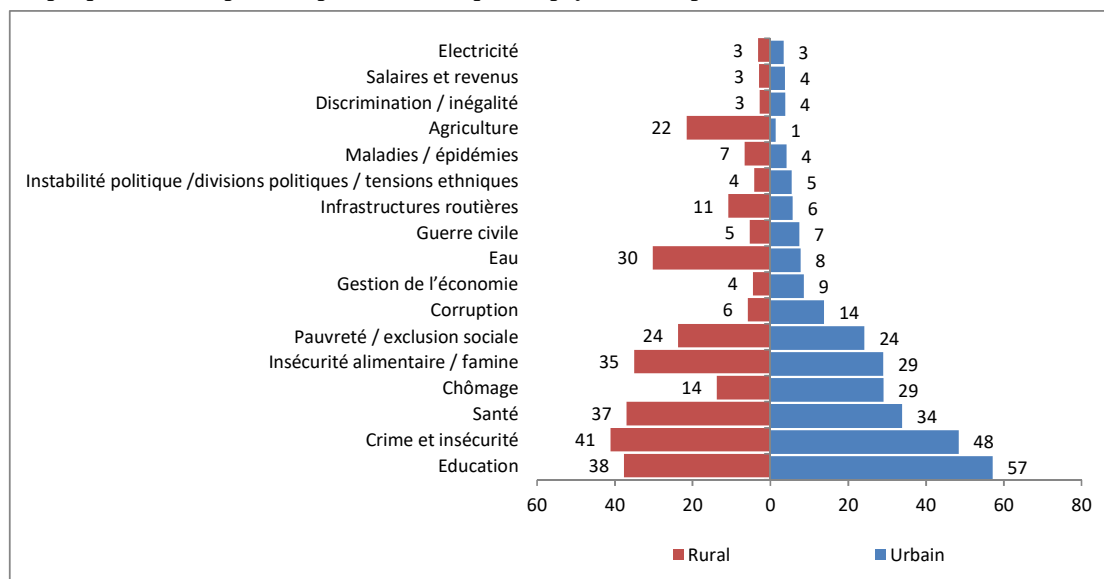
chômage à Tombouctou, 3 contre 18, l'agriculture à Gao-Kidal et Bamako, 2 chacune contre 16, les infrastructures routières à Bamako, 4 contre 10, etc. Les problèmes les plus marginaux aussi bien au plan national que régional (0 à 2 de suffrage) concernent les enfants dans la rue, le changement climatique, la sécheresse, le genre, la communication, les droits humains, le foncier, la fiscalité, le crédit, les transports, la discrimination et la violence politique ou la guerre.

Tableau 1. Plus importants problèmes auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao-Kidal	Bamako	Total
Crime et insécurité	28	30	20	41	71	87	89	47	43
Education	34	49	48	37	35	42	25	57	43
Santé	31	51	49	23	30	20	40	35	36
Insécurité alimentaire / famine	50	29	24	38	34	19	30	34	33
Eau	40	28	28	21	20	37	13	8	24
Pauvreté / exclusion sociale	24	15	27	28	27	23	28	22	24
Chômage	25	20	16	16	10	3	16	26	18
Agriculture	11	19	27	27	12	17	2	2	16
Infrastructures routières	15	10	12	5	11	12	9	4	10
Corruption	4	9	7	8	5	5	4	16	8
Maladies / épidémies	9	6	2	14	4	3	2	2	6
Guerre civile	5	3	9	6	6	1	6	7	6
Gestion de l'économie	1	4	4	6	9	3	13	9	6
Instabilité politique /divisions politiques / tensions ethniques	2	5	5	5	4	5	3	5	4
Electricité	6	3	6	0	2	3	1	3	3
Salaires et revenus	2	3	4	0	5	3	0	5	3
Discrimination / inégalité	3	0	2	6	4	4	6	3	3
Impôts et taxes	2	2	0	3	0	0	2	1	1
Violence politique	0	1	2	1	0	0	0	3	1
Démocratie / droits politiques	0	2	0	1	3	0	4	0	1
Logement / habitat	0	0	1	0	0	2	0	3	1
Foncier	1	1	1	2	0	0	0	0	1
Commercialisation agricole	0	0	2	1	0	0	0	0	1
Approche genre / droit de la femme	2	0	0	0	1	3	0	0	1
Communication	0	1	2	0	0	0	0	1	1
Sècheresse	0	0	0	2	2	2	0	0	1
Prêts / crédits	0	2	0	2	0	0	0	0	1
Guerre (internationale)	0	0	0	0	1	0	2	2	0
Transports	1	1	0	0	0	0	5	0	0
Autres services	0	0	0	0	1	0	0	1	0
Changements climatiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Orphelins / enfants de la rue / enfants sans-abri	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	1	1	2	3	2	3	0	3	2

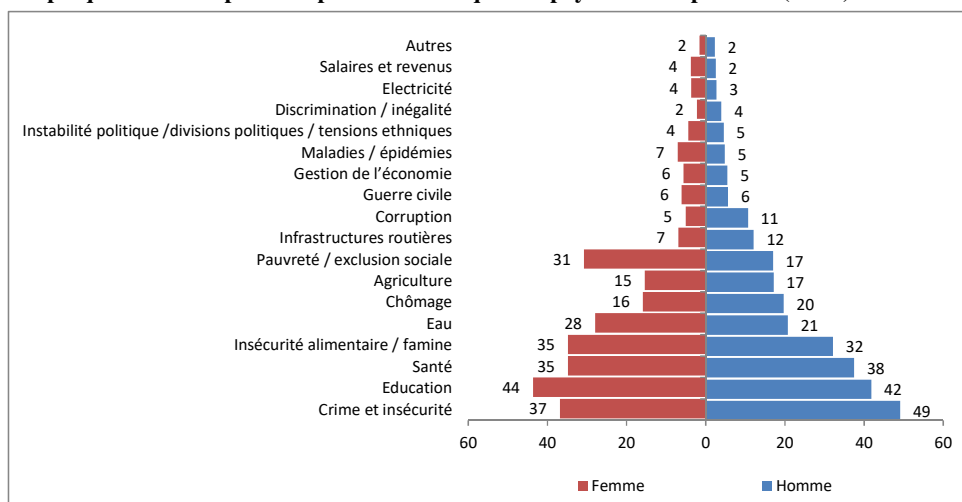
Le premier rang de l'insécurité parmi les problèmes de développement est induit par le milieu rural sinon le milieu urbain met plutôt en avant l'éducation, 57 contre seulement 38 pour les ruraux. Les plus importantes préoccupations des urbains demeurent l'éducation, l'insécurité, la santé, le chômage et l'insécurité alimentaire, tandis que pour les ruraux, ce sont l'insécurité, l'éducation, la santé, l'insécurité alimentaire et l'eau. Comme il fallait s'y attendre l'agriculture est la préoccupation du seul milieu rural, 22 contre 1 en milieu urbain. De même, les ruraux sont particulièrement plus préoccupés que les urbains par l'eau, 30 contre 8, ou les infrastructures routières, 11 contre 6.

Graphique 1. Plus importants problèmes auxquels le pays fait face par milieu (en %)



Par sexe, le contraste des préoccupations est assez saisissant, primauté de l'insécurité chez les hommes et de l'éducation chez les femmes. Quelques problèmes assailliraient plus les femmes que les hommes, à l'instar de l'éducation, 44 contre 42, l'insécurité alimentaire, 35 contre 32, l'eau, 28 contre 21, la pauvreté ou l'exclusion sociale, 31 contre 17. Sur ces aspects tout laisse à croire que les femmes en souffrent plus que les hommes.

Graphique 2. Plus importants problèmes auxquels le pays fait face par sexe (en %)



En regardant par tranche d'âge, l'insécurité reste au fronton des préoccupations sauf chez les 36-45 ans qui la placent deuxième à égalité avec la santé, 38, et derrière l'éducation, 47. Juste après l'insécurité, l'éducation préoccupe aussi bien les jeunes 18-35 ans que toutes les autres tranches d'âge. Le chômage est une préoccupation qui décroît avec l'âge comme pour dire qu'il frappe plus les plus jeunes que les moins jeunes, 22 les 18-25 ans contre moins de 10 au-delà de 55 ans. La pauvreté ou l'exclusion sociale préoccupe moins les 56-65 ans que les autres groupes d'âge, âge de fin de carrière de la plupart des actifs sans doute au plus haut niveau de leurs expériences et de leurs rémunérations.

Tableau 2. Plus importants problèmes auxquels le pays fait face selon l'âge (en %)

	18 - 25 ans	26 - 35 ans	36 - 45 ans	46 - 55 ans	56 - 65 ans	66+ ans	Total
Crime et insécurité	47	43	38	43	47	42	43
Education	46	41	47	39	38	38	43
Santé	32	40	38	35	38	27	36
Insécurité alimentaire / famine	27	35	33	36	40	38	34
Eau	23	25	23	31	24	17	24
Pauvreté / exclusion sociale	25	25	23	27	12	30	24
Chômage	22	20	17	17	8	9	18
Agriculture	12	14	18	18	20	30	16
Infrastructures routières	8	10	10	10	13	10	10
Corruption	6	7	9	7	8	16	8
Maladies / épidémies	7	7	3	7	8	6	6
Guerre civile	8	5	6	5	6	7	6
Gestion de l'économie	6	5	7	5	6	2	6
Instabilité politique / divisions politiques / tensions ethniques	5	5	5	2	5	5	5
Electricité	5	2	3	5	1	3	3
Salaires et revenus	4	2	3	2	4	5	3
Discrimination / inégalité	4	3	4	2	1	5	3
Impôts et taxes	1	1	1	1	2	1	1
Violence politique	1	1	1	1	1	0	1
Démocratie / droits politiques	2	0	1	1	4	1	1
Logement / habitat	1	1	2	0	1	0	1
Foncier	1	0	1	1	1	0	1
Commercialisation agricole	1	0	1	1	2	0	1
Approche genre / droit de la femme	1	0	0	2	1	0	1
Communication	1	1	0	1	0	2	1
Sècheresse	1	0	1	1	0	2	1
Prêts / crédits	0	1	1	0	0	0	1
Guerre (internationale)	0	0	1	1	1	0	1
Transports	0	1	1	0	0	0	0
Autres services	1	0	0	0	1	0	0
Changements climatiques	0	0	0	1	0	0	0
Orphelins / enfants de la rue / enfants sans-abri	0	0	0	0	0	0	0
Autres	1	3	1	1	5	6	2

Le premier rang de préoccupation des maliens qui revient à l'insécurité est dû aux seules personnes de niveau secondaire d'éducation. Pour les autres niveaux d'éducation (primaire et postsecondaire) elle est supplantée par l'éducation comme problème majeur de développement du pays. Les sans niveau ou les personnes n'ayant suivi aucun enseignement formel ont pour préoccupation majeure, l'insécurité alimentaire (41 contre 33 au niveau national) suivie de la santé (38 contre 36), l'insécurité ne venant qu'en troisième position. La perception de la corruption comme un problème de développement augmente le long du niveau d'éducation, de 5 chez les analphabètes à 18 le niveau postsecondaire en passant par 8 le primaire et 12 le secondaire. Inversement, les préoccupations d'eau, d'agriculture et d'infrastructures routières baissent avec l'éducation. Dans l'ensemble, le nombre de préoccupations significatives diminue avec le niveau d'éducation, de 9 à 7, en passant de "aucun" à niveau "postsecondaire", pour un niveau de suffrage d'au moins 10.

Tableau 3. Plus importants problèmes auxquels le pays fait face par niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Primaire	Secondaire	Postsecondaire	Total
Crime et insécurité	35	45	61	58	43
Education	34	46	58	65	43
Santé	38	35	35	32	36
Insécurité alimentaire / famine	41	30	20	21	33
Eau	32	22	11	6	24
Pauvreté / exclusion sociale	28	23	12	19	24
Chômage	13	16	34	27	18
Agriculture	20	18	7	3	16
Infrastructures routières	11	10	5	3	10
Corruption	5	8	12	18	8
Maladies / épidémies	6	6	5	5	6
Guerre civile	5	6	9	6	6
Gestion de l'économie	3	8	10	8	6
Instabilité politique/divisions politiques/tensions ethniques	4	5	3	7	4
Electricité	4	3	2	1	3
Salaires et revenus	4	1	4	5	3
Discrimination / inégalité	3	2	6	2	3
Impôts et taxes	1	2	0	1	1
Violence politique	1	2	1	2	1
Démocratie / droits politiques	1	1	0	3	1
Logement / habitat	0	1	1	2	1
Foncier	1	1	0	0	1
Commercialisation agricole	1	1	0	0	1
Approche genre / droit de la femme	1	1	0	1	1
Communication	1	0	0	0	1
Sècheresse	1	0	0	0	1
Prêts / crédits	1	0	0	0	1
Guerre (internationale)	1	0	1	0	0
Transports	1	0	0	0	0
Autres services	0	0	1	1	0
Changements climatiques	0	0	0	0	0
Orphelins / enfants de la rue / enfants sans-abri	0	0	0	0	0
Autres	2	1	2	4	2

L'insécurité semble ne devenir le plus important problème de développement que pour ceux des sondés qui ont vécu un faible degré de pauvreté, en terme de manque (de nourriture, d'eau potable, de médicament, de combustible de cuisson ou de revenu monétaire), sinon elle vient au deuxième rang chez ceux qui ont vécu une pauvreté modérée (derrière l'éducation) ou élevée (derrière l'insécurité alimentaire), au quatrième rang chez ceux qui n'ont vécu aucune pauvreté au cours des 12 derniers mois, donc derrière l'éducation, la santé et le chômage. L'insécurité alimentaire ou la famine augmente avec le niveau de pauvreté, 17 chez les non pauvres à 32 chez les faiblement pauvres ou les pauvres modérés et 41 chez les pauvres

sévères. Il en est de même pour l'eau. C'est tout l'inverse en ce qui concerne le chômage, la corruption et l'agriculture (bien que dans une moindre mesure).

Tableau 4. Plus importants problèmes auxquels le pays fait face par niveau de pauvreté vécue (en %)

	Pas de pauvreté vécue	Faible pauvreté vécue	Pauvreté vécue modérée	Pauvreté vécue élevée	Total
Crime et insécurité	33	46	43	40	43
Education	48	46	44	34	43
Santé	42	32	40	34	36
Insécurité alimentaire / famine	17	32	32	41	34
Eau	15	18	22	39	24
Pauvreté / exclusion sociale	14	27	21	26	24
Chômage	39	19	15	15	18
Agriculture	18	18	17	13	16
Infrastructures routières	10	6	13	10	10
Corruption	14	10	8	3	8
Maladies / épidémies	6	5	5	8	6
Guerre civile	10	6	6	5	6
Gestion de l'économie	8	5	6	5	6
Instabilité politique/divisions politiques/tensions ethniques	1	7	4	3	4
Electricité	6	3	3	4	3
Salaires et revenus	3	2	4	3	3
Discrimination / inégalité	4	5	1	3	3
Impôts et taxes	0	1	1	2	1
Violence politique	2	1	1	0	1
Démocratie / droits politiques	0	1	1	1	1
Logement / habitat	2	1	1	0	1
Foncier	0	1	1	1	1
Commercialisation agricole	0	1	1	0	1
Approche genre / droit de la femme	2	0	0	2	1
Communication	0	1	1	1	1
Sècheresse	0	1	1	0	1
Prêts / crédits	0	1	1	0	1
Guerre (internationale)	0	0	1	1	0
Transports	1	0	1	0	0
Autres services	0	0	0	0	0
Changements climatiques	0	0	0	0	0
Orphelins / enfants de la rue / enfants sans-abri	0	0	0	0	0
Autres	4	2	1	2	2

Au fil des années, l'insécurité devenait de plus en plus un problème au Mali, pour 5 seulement des maliens en 2004, puis 8 et 9 en 2008 et 2012, ensuite 18 en 2014 au lendemain de l'éclatement de la grave crise de 2012 pour s'établir à 43 en 2020 en tant que première préoccupation citoyenne. Toutes les années auparavant, l'insécurité alimentaire était de loin la préoccupation numéro 1 des maliens, suivie en 2014 de l'eau et de la pauvreté, en 2008 de l'eau encore, en 2012 de l'instabilité politique (voire les tensions ethniques ou les divisions politiques), en 2014 et en 2017 de la santé. L'éducation n'est apparue comme une préoccupation majeure qu'en 2020. La corruption a atteint son plus haut score, 10 en 2014, années déclarée celle de la lutte contre ce phénomène par l'ex-président IBK (Ibrahim Boubacar Kéïta) sans suite malheureusement. A sa suite, en 2017, le chômage devient préoccupant, 21 des suffrages contre 11-19 auparavant. Tout comme en 2014, les maladies et épidémies sont devenues un problème majeur de santé publique, 13 de suffrage contre au plus 1 les autres années, sans doute à cause de la maladie à virus Ebola où des cas principalement importés de Guinée avaient été recensés en plus des épidémies plus ou moins récurrentes de choléra et autres maladies diarrhéiques. La crise de 2012 aura exacerbé l'instabilité politique et remis en cause les droits politiques voire la démocratie.

Tableau 5. Evolution des plus importants problèmes auxquels le pays fait face (en %)

	2004	2008	2012	2014	2017	2020
Crime et insécurité	5	8	9	11	18	43
Education	16	22	16	20	17	43
Santé	28	29	25	29	33	36
Insécurité alimentaire / famine	72	54	52	45	47	33
Eau	29	32	23	23	28	24
Pauvreté / exclusion sociale	29	28	30	20	31	24
Chômage	14	11	14	19	21	18
Agriculture	16	22	13	20	17	16
Infrastructures routières	12	14	13	9	7	10
Corruption	3	4	8	10	8	8
Maladies / épidémies	1	2	2	12	1	6
Guerre civile		1	0		5	6
Gestion de l'économie	3	2	6	1	7	6
Instabilité politique /divisions politiques / tensions ethniques	1	3	41	27	19	4
Electricité	5	3	3	4	4	3
Salaires et revenus	3	16	3	13	6	3
Discrimination / inégalité	2	3	2	4	3	3
Impôts et taxes	1	1	1	1	1	1
Violence politique	0	0	2	0	1	1
Démocratie / droits politiques		1	8	1	0	1
Logement / habitat	2	2	1	2	1	1
Foncier	1	2	1	2	1	1
Commercialisation agricole		4	2	3	3	1
Approche genre / droit de la femme	1	5	1	2	1	1
Communication	1	1	1	1	1	1
Sècheresse	5	4	1	2	2	1
Prêts / crédits	4	1	1	1	2	1
Guerre (internationale)	0	0	0		1	0
Transports	1	1	0	0	1	0
Autres services	9	2	1	3	1	0
Changements climatiques						0
Orphelins / enfants de la rue / enfants sans-abri	0	1			1	0
Autres		0		2	4	2

1.2. La bonne gouvernance, une des pierres angulaires du développement durable

Un important programme informatique a été développé sur SPSS pour passer des préoccupations brutes des sondés, mesurées par leurs réponses à la question sur les plus importants problèmes auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer, aux Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations-unies. Ainsi:

- ✓ la pauvreté aura été mesuré par les réponses (i) pauvreté ou exclusion sociale, (ii) orphelins ou enfants dans la rue, et (iii) autres services
- ✓ la faim par (i) insécurité alimentaire ou famine
- ✓ la santé par (i) santé, (ii) Sida et (iii) maladies/épidémies
- ✓ etc.

Ainsi, 15 des 17 ODD ont été répertoriés, à l'exclusion donc des ODD 14 (vie aquatique – le Mali étant un pays enclavé, dépourvu de littoral) et 17 (partenariat pour la réalisation des objectifs). Des 15 ODD, l'ODD 16 se classe premier, 57 de suffrage, loin devant les ODD 4 et 3, 43 respectivement 42. L'ODD 16 est composé des problèmes de (i) crime et insécurité, (ii) corruption, (iii) violence politique, (iv) instabilité politique / divisions politiques / tensions ethniques, (v) droits politiques / démocratie, (vi) guerre, internationale ou civile. Il est intitulé "paix, justice et institutions efficaces" que l'on a désigné sous le vocable de

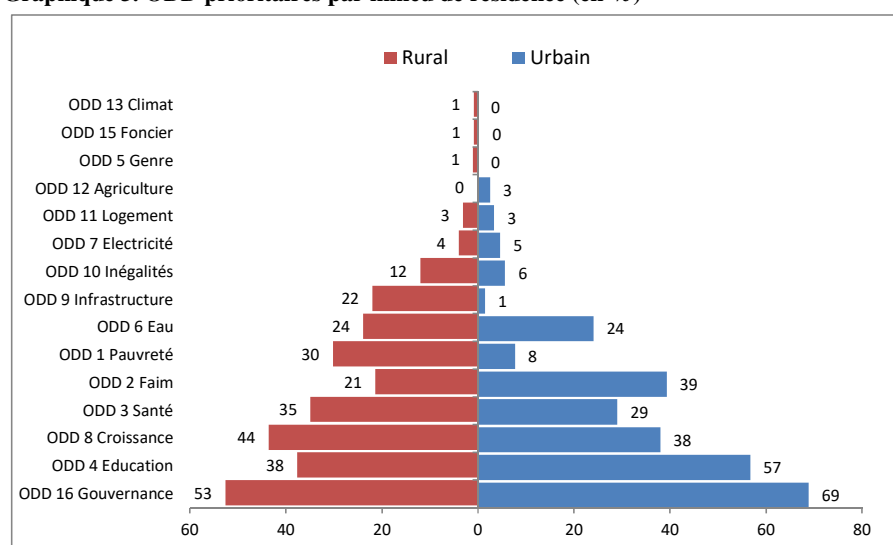
"gouvernance" pour faire court. Il doit son rang de premier ODD aux régions du centre et du nord ainsi qu'au district de Bamako, il est par contre troisième à Koulikoro et Sikasso derrière l'ODD 3 (santé) et 4 (éducation), quatrième à Kayes derrière l'ODD 2 (faim), 3 (santé) et 6 (eau). Les ODD 13 (climat), 5 (genre), 15 (foncier) et 11 (logement) recueillent à peine 1 de suffrage national et entre 0 et 2 au niveau régional. L'ODD 10 (inégalités) a une importance particulière à Ségou (9) et Gao-Kidal (8 contre 4 au niveau national), tout comme l'ODD 12 (agriculture) pour Sikasso et Ségou, 28 chacune contre 17 pour l'ensemble du territoire.

Tableau 6. ODD prioritaires du pays déduits des problèmes de développement (en %)

	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao-Kidal	Bamako	Total
ODD 16 Gouvernance	36	46	38	58	80	90	94	67	57
ODD 4 Education	34	49	48	37	35	42	25	57	43
ODD 3 Santé	40	57	50	37	34	23	42	38	42
ODD 2 Faim	50	29	24	38	33	19	30	34	33
ODD 8 Croissance	28	28	22	23	25	10	29	37	26
ODD 6 Eau	40	28	28	21	20	37	13	8	24
ODD 1 Pauvreté	24	15	27	28	26	23	28	22	24
ODD 12 Agriculture	10	19	28	28	11	17	2	2	17
ODD 9 Infrastructure	16	12	13	5	10	12	14	4	10
ODD 10 Inégalités	4	2	2	9	4	4	8	4	4
ODD 7 Electricité	6	3	6	0	2	3	1	3	3
ODD 11 Logement	0	0	1	0	0	2	0	3	1
ODD 15 Foncier	1	1	1	2	0	0	0	0	1
ODD 5 Genre	2	0	0	0	1	3	0	0	1
ODD 13 Climat	0	0	0	2	2	2	0	0	1

Quel que soit le milieu de résidence, l'ODD 16 est celui qui vient en tête de tous les ODD retenus, 69 chez les urbains contre 53 son poursuivant immédiat à savoir l'ODD 4, 53 chez les ruraux contre 38 pour l'ODD 4 qui le suit immédiatement. A la suite des ODD 16 et 4, viennent, pour le milieu urbain, l'ODD 2 (faim), tandis que pour le milieu rural, l'ODD 8 (croissance) supplante l'ODD 4 (éducation, 44 contre 38). Les ruraux se montrent ensuite plus attachés que les urbains aux ODD 3 (santé), 35 contre 29, 1 (pauvreté), 30 contre 8, 9 (infrastructure), 22 contre 1, et 10 (inégalités), 12 contre 6.

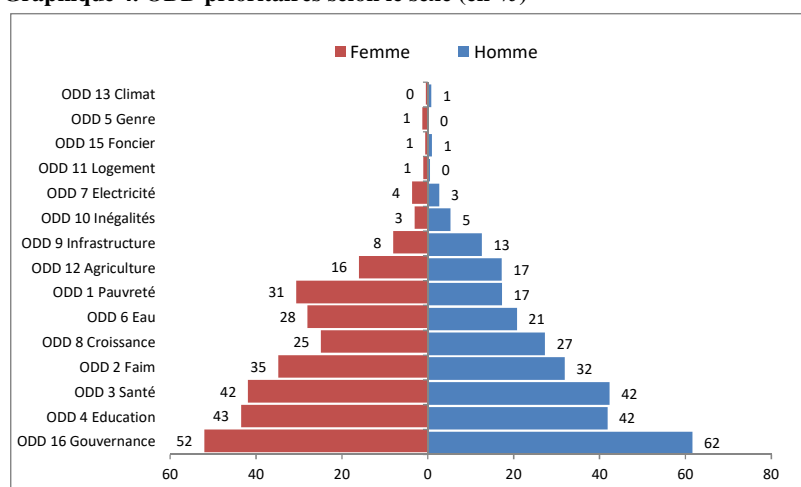
Graphique 3. ODD prioritaires par milieu de résidence (en %)



La primauté de l'ODD 16 (gouvernance) ne souffre pas d'effet genre, suivi des ODD 4 (éducation) et 3 (santé), ensuite 2 (faim). Les femmes se montrent ensuite plus préoccupées que les hommes par les ODD 6 (eau) et 1 (pauvreté), 28 contre 21 respectivement 31 contre

17, comme pour marquer leur plus grand attachement à l'atteinte de ces objectifs comparativement aux hommes.

Graphique 4. ODD prioritaires selon le sexe (en %)



Quel que soit l'âge des répondants à l'enquête, l'ODD 16 (gouvernance) est en tête des priorités, 53 à 62. Il est suivi de l'ODD 4 (éducation) sauf pour les tranches d'âge 26-35 ans où c'est plutôt l'ODD 3 (santé) ou pour les 46-55 ans avec l'ODD 3 ou encore pour les 56-65 ans avec les ODD 3 (santé) et 2 (faim). Les jeunes, 18-25 ans, ont un bien plus grand attachement à l'ODD 8 (croissance) que les autres, 32 contre par exemple 16 pour les plus de 55 ans. A contrario, l'ODD 12 (agriculture) est beaucoup moins important pour ces jeunes, 12 comparativement aux moins jeunes comme par exemple les 36 ans et plus, de 19 à 30.

Tableau 7. ODD prioritaires par tranche d'âge (en %)

	18 - 25 ans	26 - 35 ans	36 - 45 ans	46 - 55 ans	56 - 65 ans	66+ ans	Total
ODD 16 Gouvernance	62	57	53	55	56	58	57
ODD 4 Education	46	41	46	39	38	38	43
ODD 3 Santé	39	47	40	42	47	33	42
ODD 2 Faim	27	35	33	36	40	36	33
ODD 8 Croissance	32	28	26	23	16	16	26
ODD 6 Eau	23	25	23	31	24	17	24
ODD 1 Pauvreté	25	25	23	26	13	30	24
ODD 12 Agriculture	12	14	19	19	20	30	17
ODD 9 Infrastructure	8	11	11	10	13	11	10
ODD 10 Inégalités	5	4	5	3	4	7	4
ODD 7 Electricité	5	2	3	5	1	3	3
ODD 11 Logement	1	1	1	0	1	0	1
ODD 15 Foncier	1	0	1	1	1	0	1
ODD 5 Genre	1	0	0	1	1	0	1
ODD 13 Climat	1	0	1	1	0	2	1

Ici aussi, la primauté de l'ODD 16 ne souffre d'aucune exception éducationnelle. Par contre le second rang de l'ODD 4 (éducation) au niveau national ne l'est pas pour les sondés sans enseignement formel pour qui l'ODD 16 est suivi des ODD 3 (santé) et 2 (faim). L'importance des ODD 6 (eau), 12 (agriculture) et 9 (infrastructure) diminue au fur et à mesure qu'augmente le niveau d'éducation. L'ODD 8 (croissance) préoccupe plus les sondés de niveau secondaire et plus d'éducation, beaucoup moins préoccupés par l'ODD 2 (faim) qui serait l'apanage des niveaux primaire et moins.

Tableau 8. ODD prioritaires par niveau d'éducation (en %)

	Aucun	Primaire	Secondaire	Postsecondaire	Total
ODD 16 Gouvernance	46	61	77	79	57
ODD 4 Education	34	46	58	64	43
ODD 3 Santé	44	41	41	37	42
ODD 2 Faim	40	30	20	21	33
ODD 8 Croissance	21	24	44	38	26
ODD 6 Eau	32	22	11	6	24
ODD 1 Pauvreté	28	23	13	18	24
ODD 12 Agriculture	20	19	7	3	17
ODD 9 Infrastructure	13	11	5	3	10
ODD 10 Inégalités	4	4	6	2	4
ODD 7 Electricité	4	3	2	1	3
ODD 11 Logement	0	1	1	2	1
ODD 15 Foncier	1	1	0	0	1
ODD 5 Genre	1	1	0	1	1
ODD 13 Climat	1	0	0	0	1

Pour les pauvres comme pour les non pauvres, l'ODD 16 (gouvernance) reste au fronton des ODD prioritaires du Mali. Il est suivi des ODD 4 (éducation) et 3 (santé) pour ceux qui ont vécu au plus une faible pauvreté ou ne l'ont pas du tout vécu. Pour les niveaux modéré et élevé de pauvreté vécue, l'ODD 16 (gouvernance) est suivi de l'ODD 3 (santé) ainsi que de l'ODD 2 (faim) pour le niveau élevé de pauvreté vécue. L'importance des ODD 8 (croissance) et 12 (agriculture) diminue avec le niveau de pauvreté vécue, celle de l'ODD 6 (eau) augmente au contraire.

Tableau 9. ODD prioritaires par niveau de pauvreté vécue (en %)

	Pas de pauvreté vécue	Faible pauvreté vécue	Pauvreté vécue modérée	Pauvreté vécue élevée	Total
ODD 16 Gouvernance	50	63	56	51	57
ODD 4 Education	48	46	44	34	43
ODD 3 Santé	48	37	46	43	42
ODD 2 Faim	17	32	32	41	33
ODD 8 Croissance	46	26	25	23	26
ODD 6 Eau	15	18	22	39	24
ODD 1 Pauvreté	14	27	21	26	24
ODD 12 Agriculture	18	18	17	13	17
ODD 9 Infrastructure	11	7	13	10	10
ODD 10 Inégalités	4	6	2	4	4
ODD 7 Electricité	6	3	3	4	3
ODD 11 Logement	2	1	1	0	1
ODD 15 Foncier	0	1	1	1	1
ODD 5 Genre	2	0	0	2	1
ODD 13 Climat	0	1	1	0	1

La primauté de l'ODD 16 (gouvernance) n'est apparue qu'en 2012 et 2020, années de début de crise sécuritaire et de pleine crise de gouvernance au Mali ayant conduit à de vastes mouvements de protestation contre le gouvernement du président Ibrahim Boubacar Kéita jusqu'au coup d'Etat du 18 août 2020. Les autres années, c'est plutôt l'ODD 2 (faim) qui est la priorité des priorités. Le rang de l'ODD 16 (gouvernance) passe de 9^{ème} en 2004 à 8^{ème} aequo en 2008 pour finir 2^{ème} en 2014 et 2017 et enfin premier en 2012 et 2020. La progression dans le temps de la primauté de l'ODD 16 est constante tout comme la régression de l'ODD 2.

Tableau 10. Evolution des ODD prioritaires (en %)

	2004	2008	2012	2014	2017	2020
ODD 16 Gouvernance	9	16	53	41	46	57
ODD 4 Education	16	22	16	20	17	43
ODD 3 Santé	30	32	27	40	34	42
ODD 2 Faim	73	54	52	45	47	33
ODD 8 Croissance	22	28	21	32	32	26
ODD 6 Eau	29	32	23	23	28	24
ODD 1 Pauvreté	37	30	30	22	32	24
ODD 12 Agriculture	16	25	15	21	20	17
ODD 9 Infrastructure	14	16	14	10	9	10
ODD 10 Inégalités	3	3	3	5	4	4
ODD 7 Electricité	5	3	3	4	4	3
ODD 11 Logement	2	2	1	2	1	1
ODD 15 Foncier	1	2	1	2	1	1
ODD 5 Genre	1	5	1	2	1	1
ODD 13 Climat	5	4	1	2	2	1

2. Et si le gouvernement faisait à sa tête

La manière dont le gouvernement répond à un ensemble de préoccupations des citoyens est qualifiée tantôt de bonne tantôt de mauvaise par les sondés. Ensuite, nous confrontons ces réponses avec celles sur les principaux problèmes du pays auxquels le gouvernement devrait faire face. De cette façon, nous mesurons l'adéquation sociétale des politiques publiques.

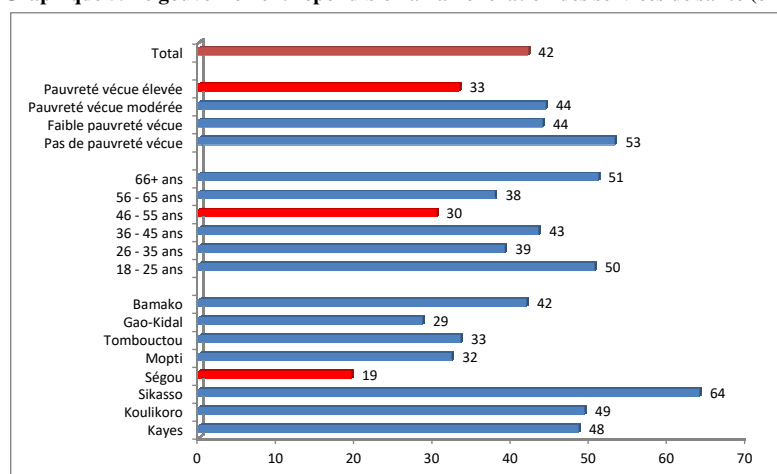
2.1. Le gouvernement fait plutôt mal que bien

Sur une quinzaine de préoccupations, il a été demandé aux enquêtés de dire s'ils estimaient que le gouvernement y répondait bien ou mal. Ces préoccupations comprennent la gestion de l'économie, la création d'emplois, la réduction de la criminalité, la satisfaction ou l'amélioration des services de santé et d'éducation, l'entretien des infrastructures, la fourniture des services d'eau et d'assainissement, et d'électricité, etc. Les 4 options de réponse pour chacun de ces 15 domaines de performance (très mal, mal, plutôt bien et très bien) ont été regroupées en bien (plutôt bien et très bien) et mal (très mal et plutôt mal). Dans aucun des domaines retenus, le gouvernement ne fait plus bien que mal, c'est plutôt l'inverse à tous égards. Dans le meilleur des cas, pour deux maliens sur cinq, le gouvernement fait bien l'amélioration des services de santé (42) et l'entretien des routes et ponts (40). Environ un autre tiers apprécie la manière dont le gouvernement fait face à la fourniture des services d'eau et d'assainissement (34), celle de l'électricité (30) et la protection des personnes handicapées (29). Les pires scores du gouvernement sont dans ses performances à satisfaire les besoins en éducation (13), à réduire le fossé entre riches et pauvres (20), à prendre en charge les besoins spécifiques des jeunes (21) ou à créer des emplois (22).

Tableau 11. Niveau de performance du gouvernement par domaine (en %)

	Mal	Bien	NSP
Amélioration des services de santé	58	42	0
Entretien des routes et ponts	60	40	0
Fourniture de services d'eau et d'assainissement	65	34	1
Fourniture fiable d'électricité	68	30	2
Protection/promotion des personnes handicapées	67	29	4
Prévention/résolution des conflits violents	72	28	1
Gestion de l'économie	71	27	2
Amélioration des conditions de vie des pauvres	71	27	2
Lutte contre la corruption dans l'administration	74	24	1
Stabilité des prix	75	24	1
Réduction de la criminalité	75	24	0
Création d'emplois	76	22	2
Prise en compte des besoins des jeunes	79	21	0
Réduction du fossé entre riches et pauvres	79	20	0
Satisfaction ds besoins en éducation	87	13	0

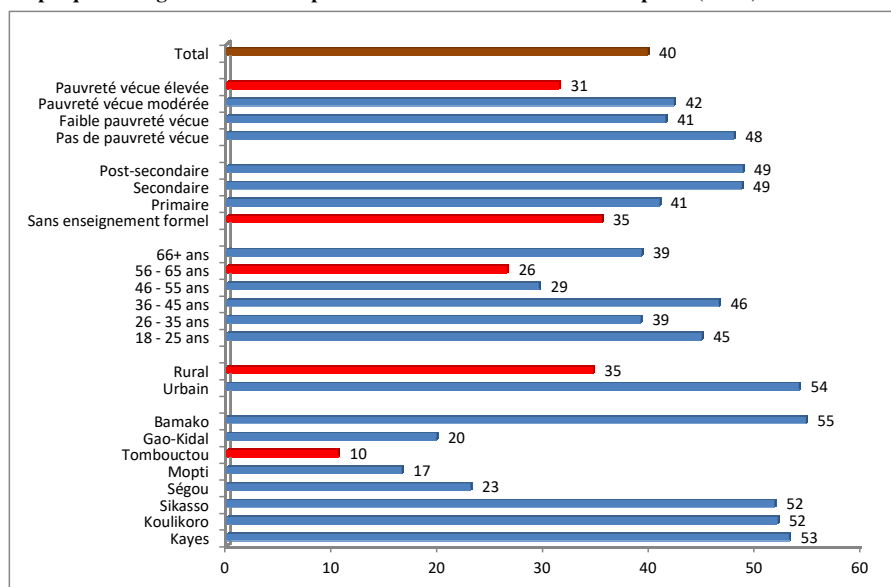
Dans le domaine spécifique de l'amélioration des services de santé, domaine dans lequel le gouvernement obtient son meilleur score de performance (42), les appréciations varient significativement d'une région à l'autre, selon le groupe d'âge des répondants et selon que leurs ménages ont vécu ou non une quelconque forme de pauvreté. Ainsi, la région de Sikasso est plus satisfaite qu'insatisfaite de la performance du gouvernement (64 de bien contre 36 de mal) à l'opposé de Ségou où le bien ne remporte que 19 des suffrages contre 81 au mal. Du reste, Sikasso est la seule région à se satisfaire de la performance du gouvernement en la matière. Les personnes âgées de 18-25 ans et celles de plus de 65 ans sont également satisfaites de cette performance, 50 respectivement 51, soit les deux extrêmes de la pyramide des âges, les moins satisfaites étant les 46-55 ans. Enfin, l'insatisfaction augmente avec le niveau de pauvreté, plus vous êtes pauvres, moins bien vous noterez le gouvernement quant à la satisfaction de vos besoins de santé, 33 de bien pour la pauvreté vécue élevée contre 53 pour l'absence de pauvreté vécue et 44 pour la pauvreté faible ou modérée.

Graphique 5. Le gouvernement répond bien à l'amélioration des services de santé (en %)

Dans le domaine particulier de l'entretien des routes et des ponts, le gouvernement est jugé bien le faire dans les régions de Kayes (53), Koulikoro (52) et Sikasso (52). Dans la région de Kayes, la réfection des routes surtout de l'axe Bamako-Kayes-Dakar avait été engagée suite aux grandes manifestations publiques contre le gouvernement en la matière à la fin de l'année 2019, ces mouvements avaient fait suite à ceux de Tombouctou et de Gao. A Tombouctou

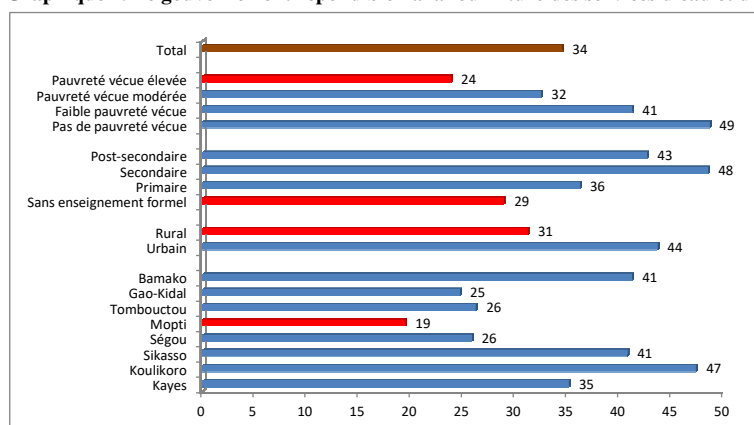
justement, le gouvernement ne récolte que 10 de bien en ce qui concerne l'entretien des infrastructures routières, suivie de Mopti (17) et de Gao-Kidal (20). Plus généralement, le milieu rural est moins satisfait de la performance du gouvernement, 35 contre 54 au milieu urbain. L'insatisfaction est totale par tranche d'âge, particulièrement chez les 56-65 ans (26) et les 46-55 ans) tout comme les jeunes 26-35 ans (39). Elle diminue avec le niveau d'éducation ainsi qu'avec le niveau de pauvreté.

Graphique 6. Le gouvernement répond bien à l'entretien des routes et ponts (en %)



La performance du gouvernement en matière de fourniture de services d'eau et d'assainissement est partout majoritairement mal notée, 34 au total avec des meilleurs scores à Koulikoro, 47, en milieu urbain, 44, chez les personnes de niveau secondaire d'éducation, 48 et les personnes n'ayant pas vécu de pauvreté au cours des 12 derniers mois, 49. Les pires scores reviennent à la région de Mopti (19), région dont on épingle toujours l'insalubrité, aux personnes sans enseignement formel (29), aux personnes ayant vécu une pauvreté élevée (24) et plus généralement au milieu rural, 31 contre 44 au milieu urbain.

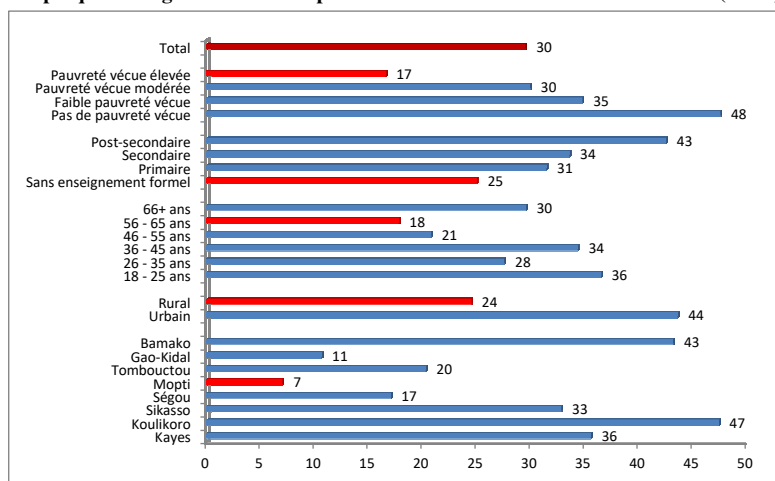
Graphique 7. Le gouvernement répond bien à la fourniture des services d'eau et d'assainissement (en %)



Les scores en matière de fourniture fiable d'électricité sont bien moindres que ceux des services d'eau et d'assainissement. Les effets régionaux, de milieu, générationnel, éducationnel et de pauvreté sont dans le niveau de l'insatisfaction. Ainsi, le gouvernement est jugé bien répondre à cette préoccupation de fourniture d'électricité, à 7 seulement à Mopti, 11

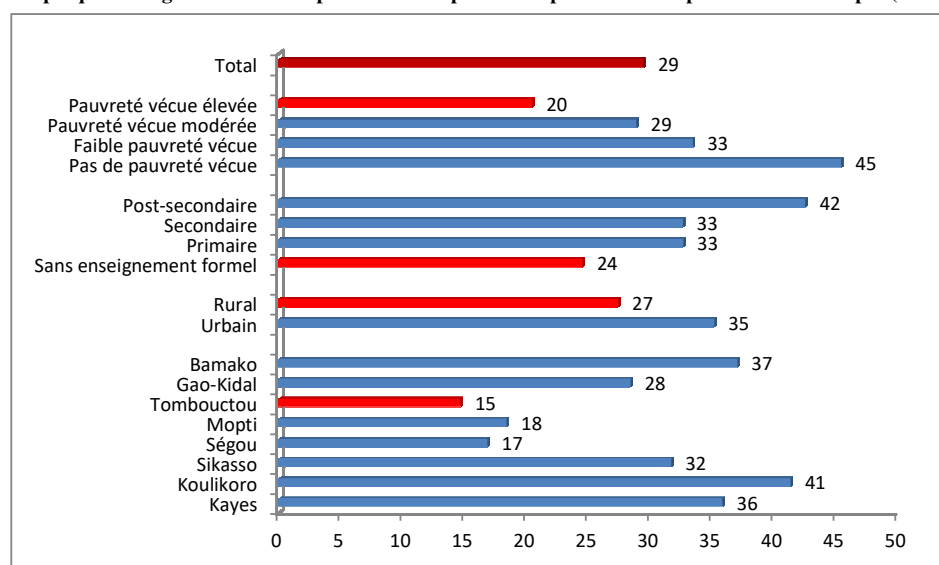
à Gao-Kidal, 17 à Ségou, 24 pour l'ensemble du milieu rural, le Mali étant un des pays les moins électrifiés d'Afrique avec au plus une densité couvrant 30 des foyers. Bien sûr, les pauvres en sont les plus privés et donc les moins satisfaits, les analphabètes aussi, ces deux caractéristiques étant significativement corrélées au Mali.

Graphique 8. Le gouvernement répond bien à la fourniture fiable d'électricité (en %)



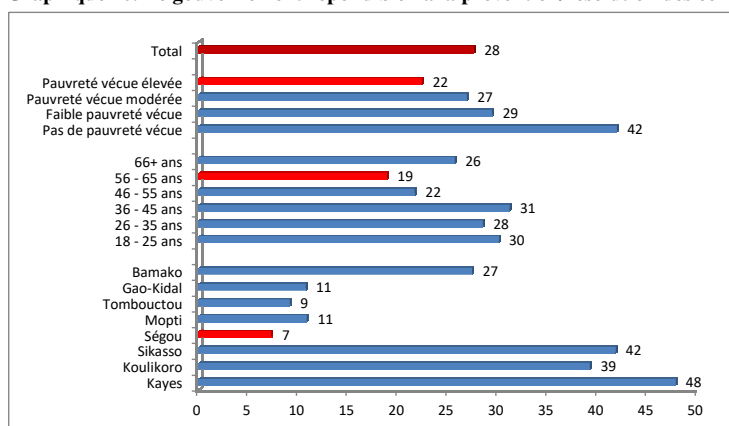
Pour moins de trois maliens sur dix (29) le gouvernement répond bien à la protection ou à la promotion des personnes vivant avec un handicap. C'est encore moitié moins (15) à Tombouctou.

Graphique 9. Le gouvernement répond bien à la protection/promotion des personnes handicapés (en %)



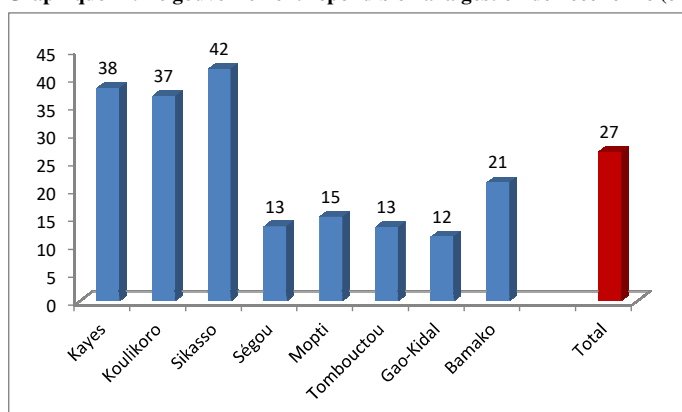
Les résultats semblent encore plus catastrophiques en ce qui concerne la prévention voire la résolution des conflits violents par le gouvernement. Moins de trois maliens sur dix (28) pensent qu'il le fait bien, avec des taux franchement décevants dans les régions de Ségou, du centre (Mopti) et du nord (Tombouctou et Gao-Kidal), entre 7 et 11, environ trois fois moins que le mauvais score national.

Graphique 10. Le gouvernement répond bien à la prévention/résolution des conflits violents (en %)



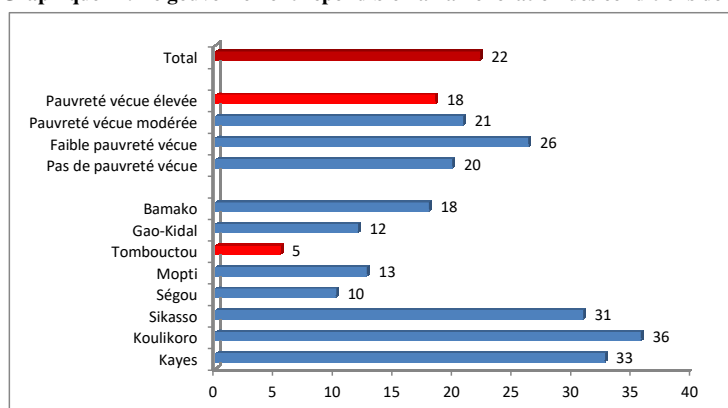
Pour ce qui est de la gestion macroéconomique de la part du gouvernement, les maliens sont unanimes à estimer que le gouvernement le fait plutôt mal que bien, jugement qui ne souffre ni d'effet genre, de milieu, de niveau d'éducation, d'âge ou autre caractéristique sociodémographiques généralement utilisée dans les recherches de corrélation des variables d'intérêt. Les pires scores sont enregistrés dans les régions de Gao-Kidal, Tombouctou, Ségou et Mopti, entre 12 et 15 de bien, soit près de 9 personnes sur 10 qui jugent mal la performance du gouvernement sur cette préoccupation des citoyens.

Graphique 11. Le gouvernement répond bien à la gestion de l'économie (en %)



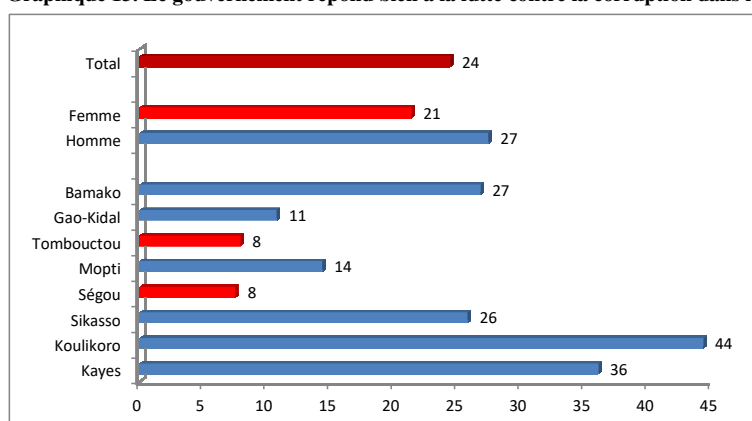
Pour environ un malien sur cinq, le gouvernement procède bien à l'amélioration des conditions de vie des pauvres, 22. Pour les pauvres, ce score est de 18 contre 20 pour les non pauvres et 26 les faiblement pauvres. Cette question divise les régions du pays en deux catégories, celle qui estime que le gouvernement le fait trop mal et celle qu'il le fait mal. Le premier groupe comprend Tombouctou (5 de bien, soit 95 de mal), Ségou (10), Gao-Kidal (12), Mopti (13) et Bamako (18) tandis que le second inclut Koulikoro (36), Kayes (33) et Sikasso (31).

Graphique 12. Le gouvernement répond bien à l'amélioration des conditions de vie des pauvres (en %)



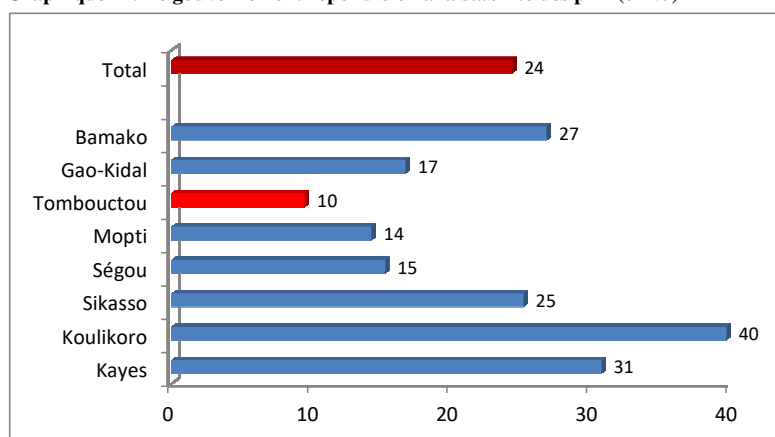
Pour ce qui est de la lutte contre la corruption au sein de l'administration, l'unanimité du mauvais score divise tout de même les régions en trois groupes, trop mal, mal et plutôt mal, avec dans le premier les régions de Tombouctou et Ségou (8 chacune), Gao-Kidal (11) et Mopti (14), dans le second celles de Sikasso (26) et de Bamako (27) et enfin dans le dernier groupe les régions de Kayes (36) et de Koulikoro (44). Il faut ajouter que les femmes jugent plus mal le gouvernement sur cette préoccupation que les hommes, 21 contre 27.

Graphique 13. Le gouvernement répond bien à la lutte contre la corruption dans l'administration (en %)



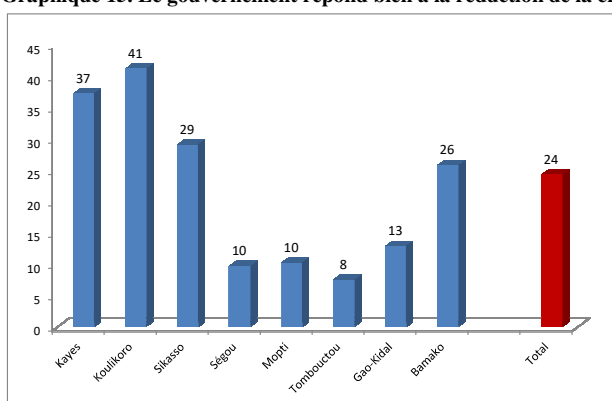
La stabilisation des prix n'est pas un des points forts du gouvernement, il le ferait plutôt bien pour 24 des sondés, deux fois moins à Tombouctou (10) voire Mopti et Ségou (14 respectivement 15). Il le ferait, par contre, moins mal à Koulikoro (40) et entre les deux extrêmes à Sikasso (25), Bamako (27) et Kayes (31).

Graphique 14. Le gouvernement répond bien à la stabilité des prix (en %)



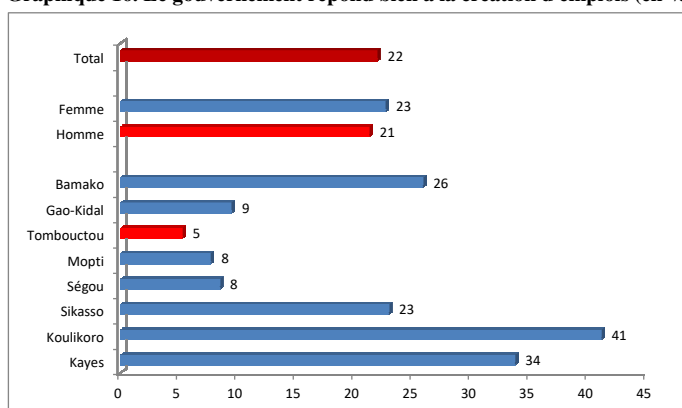
La même division des régions en trois groupes s'opère en matière de stabilité des prix comme dans la lutte contre la corruption dans l'administration. Pour la stabilité des prix, les scores vont de 8 à 13 pour le premier groupe (Tombouctou, Ségou et Mopti), 26 et 29 pour le second groupe (Bamako respectivement Sikasso), et 37 et 41 pour le dernier groupe, celui de Kayes et de Koulikoro.

Graphique 15. Le gouvernement répond bien à la réduction de la criminalité (en %)



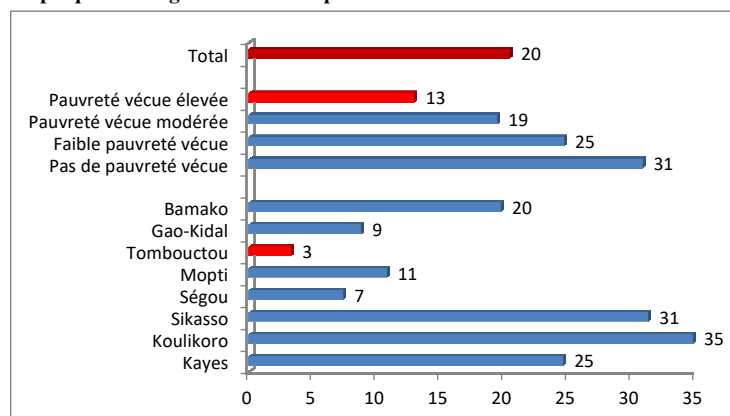
Pour environ un cinquième des maliens, le gouvernement répond bien à la création d'emplois, 22, à raison de 21 les hommes et 23 les femmes. Le score est catastrophique dans 4 des 9 régions du pays, Tombouctou (5), Mopti et Ségou (8 chacune) et Gao-Kidal (9). La situation serait moins mauvaise seulement à Koulikoro (41) voire Kayes (34).

Graphique 16. Le gouvernement répond bien à la création d'emplois (en %)



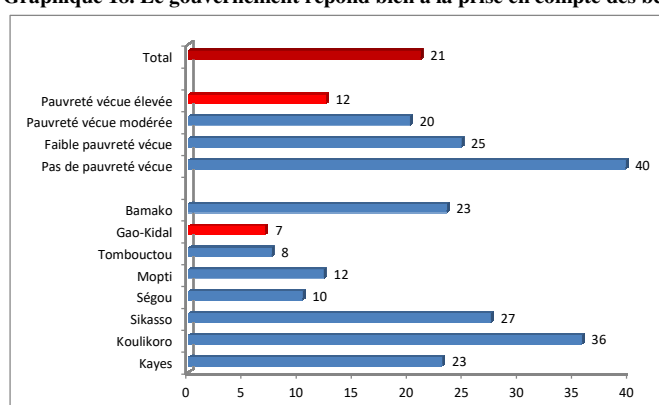
Pour un autre cinquième des maliens, le gouvernement performerait bien dans la réduction du fossé entre riches et pauvres. Evidemment, cette appréciation diminue avec le niveau de pauvreté vécue, de 31 pour les non pauvres à 13 pour les pauvres avec un niveau élevé de pauvreté en passant par 19 et 25, les pauvres de niveau modéré respectivement faible. Il faut croire que les pauvres représenteraient des proportions importantes de populations dans les régions où la performance du gouvernement est moitié moindre voire carrément dramatique, à savoir Mopti (11), Gao-Kidal (9), Ségou (7) et Tombouctou (3 de bien accordé au gouvernement). Seulement à Sikasso et Koulikoro, l'on atteindra les 30 de bien.

Graphique 17. Le gouvernement répond bien à la réduction du fossé entre riches et pauvres (en %)



La situation par région est la même selon qu'il s'agit de la réduction du fossé entre riches et pauvres ou de la prise en compte des besoins des jeunes, avec ici des scores moitié moins bons qu'au plan national dans les régions de Mopti (12 contre 21 pour l'ensemble du pays), Ségou (10), Tombouctou (8) et Gao-Kidal (7) et le meilleur score à Koulikoro (36). De la même manière, le score diminue au fur et à mesure qu'augmente l'intensité de la pauvreté, 40 de bien pour ceux qui n'ont pas vécu de pauvreté à 12 pour ceux qui ont vécu une pauvreté élevée en passant par 20 et 25 pour la pauvreté modérée respectivement faible.

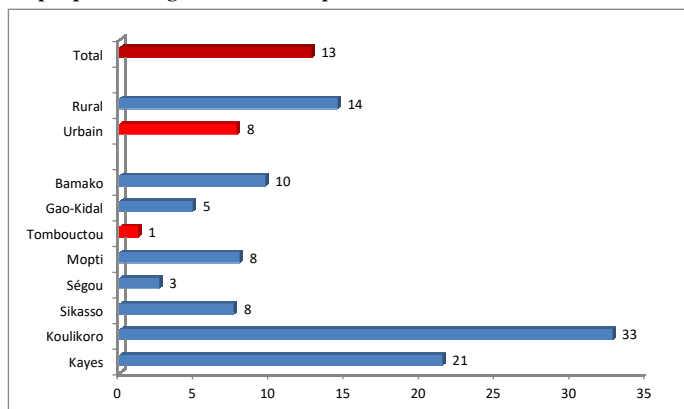
Graphique 18. Le gouvernement répond bien à la prise en compte des besoins des jeunes (en %)



C'est à peine un malien sur dix (13) qui estime que le gouvernement répond bien à la satisfaction des besoins en éducation. Quand on sait que l'éducation est la deuxième préoccupation des maliens c'est dire combien le gouvernement en fait peu. Il n'y a que dans les deux régions de Kayes et de Koulikoro où 2 à 3 maliens sur 10 peuvent penser que le gouvernement en ferait mieux que 13, 21 respectivement 33. Dans les autres régions, les scores vont de 1 (à Tombouctou) à 10 (à Bamako), avec 3 à Ségou, 5 à Gao-Kidal et 8 à

Mopti comme à Sikasso, avec le même score de 8 pour l'ensemble du milieu urbain contre 14 pour le milieu rural. L'unanimité est faite que le gouvernement répond plutôt mal voire très mal à la satisfaction des besoins en éducation du pays.

Graphique 19. Le gouvernement répond bien à la satisfaction des besoins en éducation (en %)



Comparativement aux années précédentes, les performances du gouvernement à répondre à un certain nombre de préoccupations marquent des hauts et des bas en 2020. Mais, dans la plupart des cas, l'année 2020 marque un recul certain par rapport au passé. Ainsi, en matière d'amélioration des services de santé, l'on est passé de 75 de bien en 2004, à 42 en 2020 comme en 2012 contre 56 en 2008 mais seulement 25 en 2017. La régression est nette et permanente sur 9 des 15 préoccupations retenues, eau et assainissement (34 en 2020 contre 42 en 2014 et bien plus toutes les autres années), prise en charge du handicap (29 contre 47), prise en main des conflits (28 contre 54), gestion de l'économie (27 contre 31), lutte contre la corruption (24 contre 26), lutte contre le crime (24 contre 36), création d'emplois (22 contre 25), prise en compte des besoins des jeunes (21 contre 31), satisfaction des besoins d'éducation (13 contre un minimum de 44 de 2012). Le second mandat de l'ex-président Ibrahim Boubacar Kéïta, 2018-2020 aura surtout été marqué par une baisse généralisée des performances du gouvernement à répondre aux préoccupations du Mali et des maliens, une vraie descente aux enfers dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de l'eau et de l'assainissement, des conflits et du crime.

Tableau 12. Evolution du niveau de performance du gouvernement par domaine (en %)

	2004	2008	2012	2014	2017	2020
Amélioration des services de santé	75	56	42	52	25	42
Entretien des routes et ponts		45	56	38	48	40
Fourniture de services d'eau et d'assainissement	55	46	54	42	50	34
Fourniture fiable d'électricité		27	64	29	28	30
Protection/promotion des personnes handicapées					47	29
Prévention/résolution des conflits violents			54		61	28
Gestion de l'économie	41	31	69	43	32	27
Amélioration des conditions de vie des pauvres		22	75	28	25	27
Lutte contre la corruption dans l'administration	39	29	69	43	26	24
Stabilité des prix	23	15	79	36	20	24
Réduction de la criminalité	61	45	66	50	36	24
Création d'emplois	39	25	73	32	25	22
Prise en compte des besoins des jeunes					35	21
Réduction du fossé entre riches et pauvres	31	15	80	25	20	20
Satisfaction ds besoins en éducation	71	54	44	49	49	13

2.2. Le gouvernement plane sur les problèmes et objectifs de développement

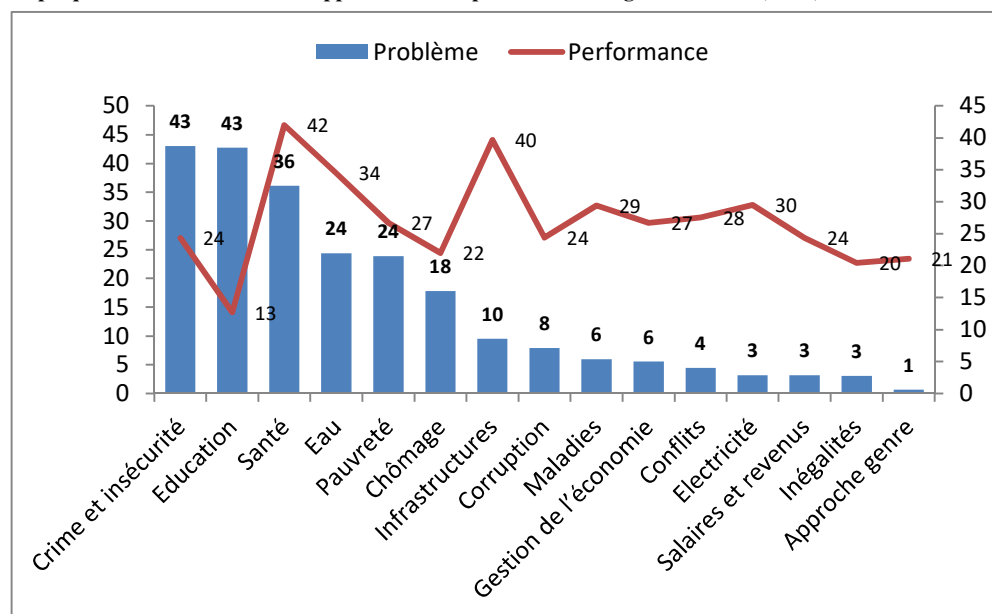
Dans un premier temps, nous avons fait correspondre aux 15 domaines de performance du gouvernement 15 des 33 problèmes de développement identifiés par les sondés. Pour ces 15 préoccupations retenues, nous présentons côte à côte les résultats de l'appréciation des maliens tant sur la manière dont le gouvernement y répond que sur leur importance respective en tant que problèmes de développement auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait répondre.

Tableau 13. Equivalence entre problèmes de développement et domaines de performance du gouvernement

Performances du gouvernement	Problèmes de développement
Réduction de la criminalité	Crime et insécurité
Satisfaction ds besoins en éducation	Education
Amélioration des services de santé	Santé
Fourniture de services d'eau et d'assainissement	Eau
Amélioration des conditions de vie des pauvres	Pauvreté / exclusion sociale
Création d'emplois	Chômage
Entretien des routes et ponts	Infrastructures routières
Lutte contre la corruption dans l'administration	Corruption
Protection/promotion des personnes handicapées	Maladies / épidémies
Gestion de l'économie	Gestion de l'économie
Prévention/résolution des conflits violents	Instabilité politique /divisions politiques / tensions ethniques
Fourniture fiable d'électricité	Electricité
Stabilité des prix	Salaires et revenus
Réduction du fossé entre riches et pauvres	Discrimination / inégalité
Prise en compte des besoins des jeunes	Approche genre / droit de la femme

Le gouvernement semble bien performer indépendamment de l'importance pour les sondés des préoccupations auxquelles il répond. Ainsi, la performance est de 24 pour l'insécurité qui représente le problème numéro 1 de développement avec 43, la performance est encore plus loin du problème s'agissant de l'éducation, 13 contre 43. C'est dans le domaine de la santé que la performance supplante le problème, 42 contre 36, seulement 6 points de pourcentage d'écart. Dans tous les autres domaines, la performance surclasse le problème et ce d'autant plus que le problème est moins important aux yeux des citoyens, surtout en ce qui concerne les infrastructures, la corruption, la gestion de l'économie ou des conflits, les inégalités, le genre, les maladies, le revenu et l'électricité. Les résultats du gouvernement sont relativement appréciables en matière d'eau, de lutte contre la pauvreté et le chômage. Le gouvernement gagnerait à davantage s'atteler à la résolution de l'insécurité et à l'amélioration des besoins en éducation du pays.

Graphique 20. Problèmes de développement versus performance du gouvernement (en %)



Les années où certaines préoccupations étaient moins considérées comme étant des problèmes de développement, les performances du gouvernement à y faire face étaient importantes. C'est le cas de l'insécurité, de l'éducation, de l'eau, des infrastructures ou de la lutte contre la corruption. Sur ce plan, le gouvernement peut être faussement accrédité de mérite de performance pour des préoccupations qui n'en étaient pas. Ainsi, quand il n'y a pas d'insécurité ou de sentiment d'insécurité, cela est la situation longtemps vécue dans le pays sans que le gouvernement ait joué un très grand rôle dans l'atteinte d'un tel état de fait. Pour d'autres aspects, il peut indubitablement s'agir de l'action intelligente du gouvernement, c'est sans doute le cas de l'éducation où l'on sait que par le passé beaucoup de ressources publiques y étaient consacrées avec de bien meilleures conditions d'études dans les écoles, qui étaient majoritairement publiques et à juste titre le gouvernement était jugé performant. Mais en 2020, l'éducation est devenue un problème majeur de développement avec une bien piètre performance du gouvernement à y faire face.

Tableau 14. Evolution du niveau comparé des problèmes de développement et de la performance du gouvernement (en %)

	2004		2008		2012		2014		2017		2020	
	Problème	Performance	Problème	Performance	Problème	Performance	Problème	Performance	Problème	Performance	Problème	Performance
Crime et insécurité	5	61	8	45	9	31	11	50	18	36	43	24
Education	16	71	22	54	16	55	20	49	17	49	43	13
Santé	28	75	29	56	25	57	29	52	33	62	36	42
Eau	29	55	32	46	23	44	23	42	28	50	24	34
Pauvreté			28	22	30	23	20	28	31	25	24	27
Chômage	14	39	11	25	14	25	19	32	21	25	18	22
Infrastructures			14	45	13	42	9	38	7	48	10	40
Corruption	3	39	4	29	8	26	10	43	8	26	8	24
Maladies									1	47	6	29
Gestion de l'économie	3	41	2	31	6	26	1	43	7	32	6	27
Conflits									19	61	4	28
Electricité			3	27	3	31	4	29	4	28	3	30
Salaires et revenus	3	23	16	15	3	19	13	36	6	20	3	24
Inégalités	2	31	3	15	2	18	4	25	3	20	3	20
Approche genre									1	35	1	21

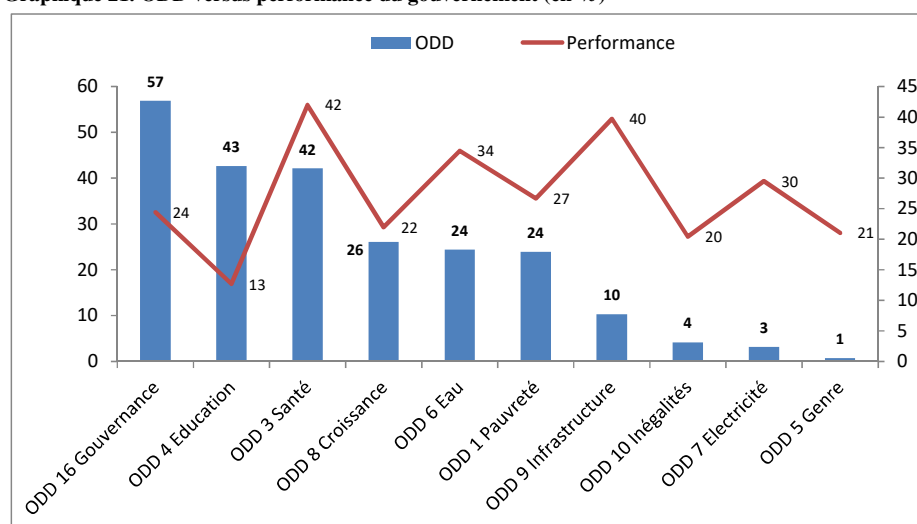
On a établi le même genre d'équivalence entre les domaines de performance du gouvernement et les ODD afin de pouvoir comparer la réponse (en bien) du gouvernement à l'importance prioritaire de chaque ODD. Cela a pu s'opérer facilement sur 10 des 15 domaines et donc 10 des 15 ODD de départ. Les 5 domaines exclus sont relatifs à la protection/promotion des personnes handicapées, la prévention/résolution des conflits violents, la gestion de l'économie, la stabilité des prix et la réduction de la criminalité. Tandis que les ODD sans équivalence sont les ODD 2 (faim), 11 (logement), 12 (agriculture), 13 (climat) et 15 (foncier).

Tableau 15. Equivalence entre ODD et domaines de performance du gouvernement

Performances du gouvernement	ODD
Lutte contre la corruption dans l'administration	ODD 16 Gouvernance
Satisfaction ds besoins en éducation	ODD 4 Education
Amélioration des services de santé	ODD 3 Santé
Création d'emplois	ODD 8 Croissance
Fourniture de services d'eau et d'assainissement	ODD 6 Eau
Amélioration des conditions de vie des pauvres	ODD 1 Pauvreté
Entretien des routes et ponts	ODD 9 Infrastructure
Réduction du fossé entre riches et pauvres	ODD 10 Inégalités
Fourniture fiable d'électricité	ODD 7 Electricité
Prise en compte des besoins des jeunes	ODD 5 Genre

Pour les deux premiers ODD prioritaires, le gouvernement est nettement en deçà de la performance que requiert leur importance comme priorités de développement. Pour l'ODD 16 (gouvernance), le gouvernement est jugé bien à y répondre par 24 des sondés alors qu'ils sont 57 à prioriser cet ODD, soit 33 points de pourcentage d'écart. Pour l'ODD 4 (éducation), les rapports sont de 13 contre 43, 30 points de pourcentage d'écart. Il importe de signaler que les choses vont mieux pour le gouvernement en ce qui concerne l'ODD 3 (santé) où 42 des maliens en font la troisième priorité en même temps qu'ils sont 42 à estimer que le gouvernement y répond bien, c'est dire que ce n'est pas mal mais peut mieux faire. Les écarts positifs en faveur de la performance du gouvernement pour les autres ODD ressemblent plus à l'expression d'une allocation inappropriée des efforts du gouvernement dans des domaines jugés moins prioritaires, surtout en ce qui concerne es ODD 5 (genre), 7 (électricité), 10 (inégalité) et 9 (infrastructure). Pour les trois autres, le gouvernement ne devrait pas créer les conditions d'être encore plus mal jugé, ce sont les ODD 8 (croissance), 6 (eau) et 1 (pauvreté).

Graphique 21. ODD versus performance du gouvernement (en %)



En 2012, 2017 et 2020, la performance du gouvernement a bien été en deçà de l'importance de l'ODD 16 (gouvernance) aux yeux des maliens, 26 contre 53, 26 contre 46 respectivement 24 contre 57. Pour l'ODD 4 (éducation), moins celui-ci est important aux yeux des sondés, plus performant sera le gouvernement et plus il est important, le gouvernement y répondra moins bien. A la seule exception de 2020, le gouvernement est resté performant toutes les autres années sur l'ODD 3 (santé). Il reste par contre peu performant en matière de pauvreté et d'inégalités, sur toutes ces années d'enquête Afrobarometer.

Tableau 16. Evolution du niveau comparé des ODD et de la performance du gouvernement (en %)

	2004		2008		2012		2014		2017		2020	
	ODD	Performance	ODD	Performance	ODD	Performance	ODD	Performance	ODD	Performance	ODD	Performance
ODD 16 Gouvernance	9	39	16	29	53	26	41	43	46	26	57	24
ODD 4 Education	16	71	22	54	16	55	20	49	17	49	43	13
ODD 3 Santé	30	75	32	56	27	57	40	52	34	62	42	42
ODD 8 Croissance	22	39	28	25	21	25	32	32	32	25	26	22
ODD 6 Eau	29	55	32	46	23	44	23	42	28	50	24	34
ODD 1 Pauvreté			30	22	30	23	22	28	32	25	24	27
ODD 9 Infrastructure			16	45	14	42	10	38	9	48	10	40
ODD 10 Inégalités	3	31	3	15	3	18	5	25	4	20	4	20
ODD 7 Electricité			3	27	3	31	4	29	4	28	3	30
ODD 5 Genre									1	35	1	21

3. Du sentiment de l'insécurité à sa réalité

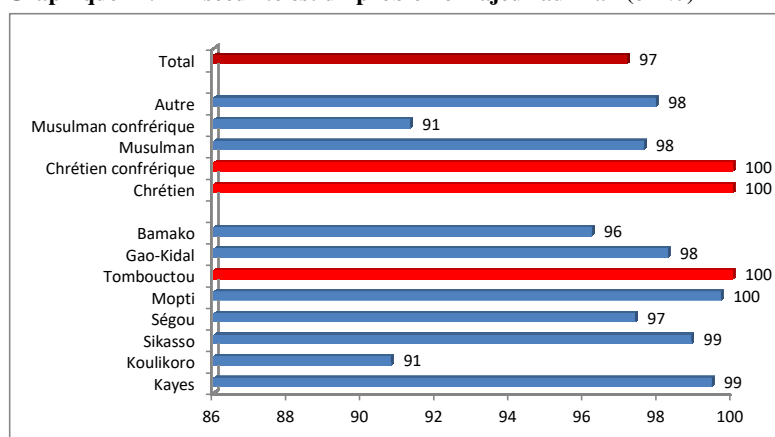
L'insécurité est apparue comme un problème important de développement aux yeux des maliens et cela n'a pas toujours été le cas, c'était plutôt la faim ou l'insécurité alimentaire, une autre forme particulière de l'insécurité. Il se trouve que ces dernières années, le pays est confronté à l'expansion de l'insécurité, y compris du sentiment d'insécurité, de la violence et de l'extrémisme jihadiste et autres. Le phénomène est vécu aussi bien dans les domiciles, dans la communauté que dans le pays.

3.1. L'insécurité, problème majeur de société

Dans ce round 8 des enquêtes Afrobarometer, il a été demandé aux seuls sondés du Mali (une des questions spécifiques au pays) de dire dans quelle mesure l'insécurité et le terrorisme constituaient un problème et à quelle hauteur i.e. est-ce un problème majeur, un problème modéré, un problème mineur ou pas du tout un problème. On s'intéresse particulièrement ici au caractère de "problème majeur" de l'insécurité et du terrorisme. Ainsi, pour 97 des sondés, l'insécurité est devenue un problème majeur, ce qui est en cohérence avec le fait que le crime et l'insécurité soient apparus comme étant le premier problème auquel le pays fait face et auquel le gouvernement devrait s'attaquer. Cette position de l'insécurité en tant que problème majeur de développement ne souffre d'aucune exception générationnelle, éducationnelle, de genre ou de milieu de résidence. Quelques nuances significatives sont perceptibles au niveau régional et selon la religion ou la confrérie religieuse d'appartenance. Les chrétiens, confrériques ou pas, sont unanimes (100) à estimer que l'insécurité est un problème majeur au Mali, à l'opposé des musulmans seulement (98) et surtout des musulmans confrériques (91), les seuls à penser moins que l'insécurité est un problème majeur tout de même à l'instar des

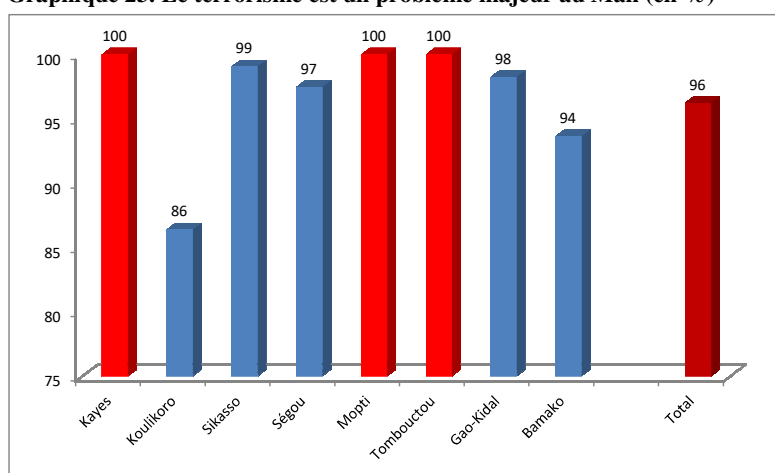
sondés de la région de Koulikoro (91), région probablement à forte concentration d'islam confrérique comme dans les cercles de Banamba et de Nara, région aussi relativement épargnée des attaques d'extrémistes violents. Les régions qui sont le théâtre d'attaques jihadistes récurrentes et où sont stationnées la plupart des troupes armées, du Mali, de la force française Barkhane et de la MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations-unies pour la stabilisation au Mali) sont unanimes ou presque que l'insécurité est un problème majeur au Mali, 100 à Mopti et Tombouctou, 98 à Gao-Kidal.

Graphique 22. L'insécurité est un problème majeur au Mali (en %)



On observe à peu près la même proportion de sondés qui disent que le terrorisme est un problème majeur au Mali (96 contre 97 pour l'insécurité), avec ici aussi l'unanimité (100) dans les régions de Mopti et de Tombouctou (comme pour l'insécurité) auxquelles s'ajoute ici la région de Kayes pourtant relativement épargnée des actes terroristes. A Koulikoro, ils sont seulement, si l'on peut s'exprimer ainsi, 86 à trouver que le terrorisme est un problème majeur au Mali, contre 97 à Ségou et 94 à Bamako, régions où des cas d'attaques terroristes ont été enregistrés.

Graphique 23. Le terrorisme est un problème majeur au Mali (en %)

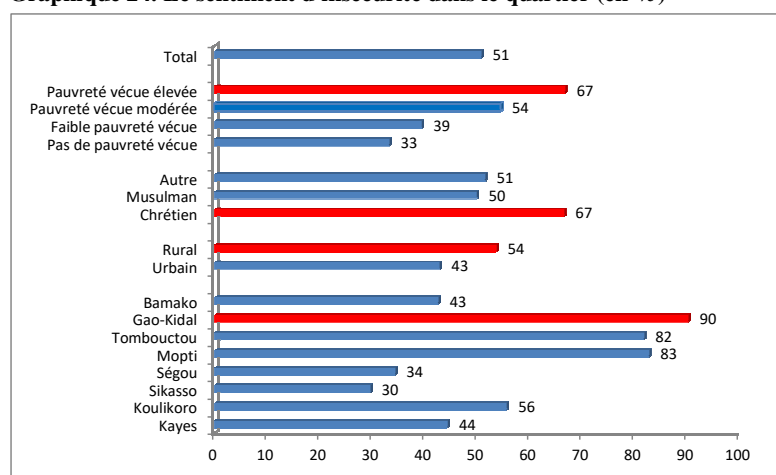


3.2. Vivre la peur au ventre

En plus de sa problématique, l'insécurité a aussi été mesurée en tant que sentiment chez les sondés. En d'autres termes, il s'est agi de leur demander si au cours des 12 derniers mois

ayant précédé l'enquête si eux ou des membres de leurs familles ne se sont pas sentis en sécurité dans le quartier ou communauté et s'ils ont craint de subir un crime quelconque dans leurs propres maisons. On dira que le sentiment d'insécurité intervient chaque fois que la réponse est autre que (i) jamais et (ii) juste une ou deux fois, soit donc les options de réponses "quelques fois", "plusieurs fois" et "toujours". Il a été recensé chez 51 des sondés qui estiment donc qu'ils ne se sont pas sentis en sécurité dans leur quartier (ou village ou communauté). Ce sentiment d'insécurité est encore plus accentué chez les chrétiens (67 contre 50 chez les musulmans ou 51 les autres), plus en milieu rural qu'en milieu urbain (54 contre 43). Il augmente significativement avec le niveau de pauvreté, de 33 chez les non avertis à 67 les personnes ayant vécu une pauvreté élevée. Les régions du centre et du nord sont particulièrement concernées, 83 à Mopti, 82 à Tombouctou et 90 à Gao-Kidal. A l'opposé, le sentiment d'insécurité est faible à Sikasso (30) et Ségou (34), moyen à Bamako (43) et Kayes (44) voire Koulikoro (56).

Graphique 24. Le sentiment d'insécurité dans le quartier (en %)



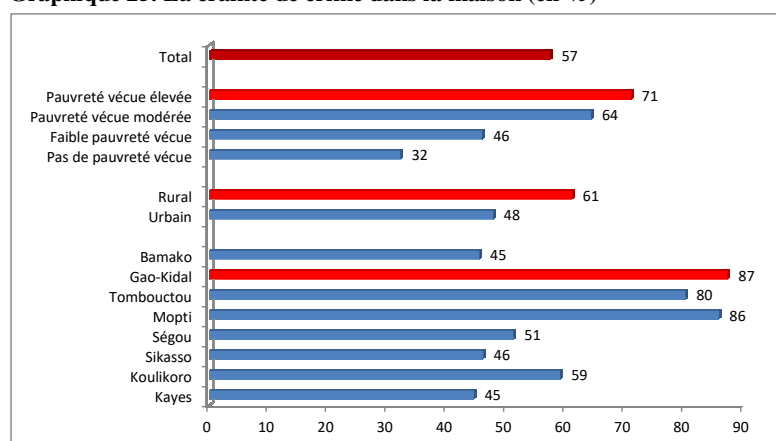
Le sentiment d'insécurité n'a cessé d'augmenter de 2014 à 2020, passant de 27 en 2014 à 37 en 2017 puis 51 en 2020, alors qu'il avait marqué un léger recul en 2014 par rapport à 2012 où il était de 33. C'est dire que le début du quinquennat de l'ex-président Ibrahim Boubacar Kéïta était marqué par une baisse du sentiment d'insécurité que la grave crise de 2012 avait installé. Cela est aussi observable dans toutes les régions à l'exception de Sikasso et de Ségou qui enregistraient de très faibles niveaux en 2012 desquels niveaux elles ne pouvaient qu'augmenter, ne serait-ce que légèrement compte tenu de la nouvelle situation sécuritaire de 2012 à 2013. Le sentiment d'insécurité a partout monté, entre 2012 et 2020 et même entre 2014 et 2020 ou entre 2017 et 2020, à la seule exception dans ce dernier cas de la région de Kayes où il est passé de 48 à 44, seulement 4 points de pourcentage de baisse.

Tableau 17. Evolution du sentiment d'insécurité dans le quartier (en %)

	2012	2014	2017	2020
Kayes	37	18	48	44
Koulikoro	44	19	42	56
Sikasso	14	21	26	30
Ségou	27	30	22	34
Mopti	39	21	35	83
Tombouctou		68	71	82
Gao-Kidal		82	67	90
Bamako	38	22	38	43
Total	33	27	37	51

Le stress de crime dans la maison est plus fort dans l'ensemble que celui de l'insécurité dans le quartier, 57 contre 51. Cette crainte de crime à la maison est encore plus forte en milieu rural, comparativement au milieu urbain, 61 contre 48, et nettement plus dans les régions du centre et du nord par rapport aux autres, plus de 4 sondés sur 5 contre à peine trois sur cinq à Koulikoro et moins de la moitié à Bamako, Sikasso et Kayes. Comme l'insécurité dans le quartier, elle croît avec le niveau de pauvreté, 32 chez les personnes n'ayant pas vécu de pauvreté à 71 celles ayant vécu une pauvreté élevée en passant par 64 les pauvres modérés et 46 les faiblement pauvres.

Graphique 25. La crainte de crime dans la maison (en %)



Les années d'avant crise de 2012 sont marquées par des niveaux faibles de crainte de crime dans la maison, 12 en 2004, 17 en 2008 pour passer à 24 en 2012. Le niveau de 2012 aurait pu être encore plus élevé si l'enquête avait à l'époque touché les régions du nord en proie à la rébellion touareg et au jihadisme. De 2014 à 2020, la crainte de crime n'a fait que grimper, 20 en 2014, 35 en 2017 puis 57 en 2020, augmentation observée dans toutes les régions.

Tableau 18. Evolution de la crainte de crime dans la maison (en %)

	2004	2008	2012	2014	2017	2020
Kayes	12	6	26	10	43	45
Koulikoro	12	11	34	12	37	59
Sikasso	12	6	6	15	25	46
Ségou	18	28	28	26	39	51
Mopti	4	10	32	21	34	86
Tombouctou	12	24		56	79	80
Gao-Kidal	18	35		79	19	87
Bamako	5	38	23	10	26	45
Total	12	17	24	20	35	57

3.3. Plus de peur que de mal

Pour davantage traquer la question de l'insécurité et de la violence, l'enquête a approfondi le sujet en étendant aux deux dernières années la prévalence de la crainte et de la victimisation d'une quelconque forme de violence, qu'elle soit entre habitants de quartier ou de village, lors de meeting politique ou de marche de protestation publique ou encore sous forme d'attaque armée de la part d'extrémistes politiques ou religieux. Les options de réponses à ces questions sont (i) jamais, (ii) craint mais pas subi, et (iii) craint et subi, soit donc pour ces deux dernières options, (ii) craint et (iii) subi. Il ressort de l'enquête, qu'au cours des deux dernières années, 22 des maliens ont craint de subir une quelconque forme de violence dans leur

quartier ou village, 5 l'ont subi. Les plus forts taux de crainte sont enregistrés à Gao-Kidal (42), Sikasso (36) et Mopti (30). Pour l'avoir effectivement subi, il n'y a que les régions de Gao-Kidal où la prévalence est aussi forte que 11, plus du double du niveau national, 5, contre seulement 4 à Sikasso et 6 à Mopti, deux régions de forte crainte pourtant. Dans l'ensemble, les jeunes 19-35 ans craignent moins la violence que les personnes plus âgées, même si la prévalence de la victimisation est la même quelle que soit la génération.

Tableau 19. Prévalence de la violence dans le quartier/village (en %)

		Jamais	Craint	Subi	NSP
Région	Kayes	83	14	3	0
	Koulikoro	90	4	6	0
	Sikasso	61	36	4	0
	Ségou	72	24	5	0
	Mopti	64	30	6	0
	Tombouctou	77	17	6	0
	Gao-Kidal	45	42	11	2
Génération	Bamako	72	22	6	0
	18-35 ans	75	20	5	0
	36-60 ans	71	24	5	0
	61+ ans	72	23	5	1
Total		73	22	5	0

Si la proportion de populations ayant subi de la violence dans le quartier ou village est restée la même, en 2017 comme 2020, soit 5, celle ayant craint la violence a baissé de 26 à 22. La baisse de la crainte est le fait des régions de Kayes, 53 à 14, Tombouctou, 23 à 17, Ségou, 26 à 24, Gao-Kidal, 43 à 42 et Bamako, 28 à 22. A l'opposé, la hausse de la crainte est remarquable à Sikasso, 18 à 36, soit un doublement de la prévalence, Mopti, 26 à 30. Il faut noter que le pourcentage de personnes ayant subi la violence au cours des deux dernières années a significativement augmenté à Gao-Kidal, de 4 à 11, à Bamako, de 3 à 6, tandis qu'il aura tout aussi significativement baissé à Kayes, de 8 à 3, à Mopti, de 10 à 6, et à Tombouctou, de 8 à 6.

Tableau 20. Evolution de la violence dans le quartier/village (en %)

	2017		2020	
	Craint	Subi	Craint	Subi
Kayes	53	8	14	3
Koulikoro	4	1	4	6
Sikasso	18	3	36	4
Ségou	26	3	24	5
Mopti	26	10	30	6
Tombouctou	23	8	17	6
Gao-Kidal	43	4	42	11
Bamako	28	3	22	6
Total	26	5	22	5

La prévalence de la violence lors de meetings ou de marches de protestation publique a été de 18 en 2020, pour les deux dernières années ayant précédé l'enquête. La prévalence de la victimisation aura plutôt été de 3. Les deux taux (aura craint et aura subi la violence lors de meetings ou de protestations publiques) sont assez élevés à Gao-Kidal, 32 et 11. La particularité de Koulikoro est que ce genre de violence est plus subi que craint, 5 contre 1. Au regard des partis politiques d'appartenance, on dira que les sondés les plus craintifs de ce genre de violence sont les militants de l'ASMA-CFP (Alliance pour la solidarité au Mali – Convergence des forces patriotiques) de l'ancien premier ministre très controversé Soumeylou Boubèye Maïga (38), suivis de ceux de la CODEM (Convergence pour le développement du Mali) et de tous les autres partis non cités dans le tableau (23 chacun). Aucun militant RpDM (Rassemblement pour le développement du Mali) ou YELEMA (le

changement) n'aura déclaré avoir subi une quelconque violence lors de meetings de campagne ou de marches de protestations publiques.

Tableau 21. Prévalence de la violence lors de meetings ou de protestations publiques (en %)

		Jamais	Craint	Subi	NSP
Région	Kayes	87	11	2	0
	Koulikoro	95	1	5	0
	Sikasso	60	35	4	2
	Ségou	79	20	1	0
	Mopti	75	23	2	1
	Tombouctou	82	12	6	0
	Gao-Kidal	55	32	11	2
	Bamako	80	16	4	1
Pour quel parti voterait demain	Ne voterait pas	79	16	4	2
	RPM	83	13	3	0
	URD	74	21	4	1
	ADEMA-PASJ	76	22	1	1
	RpDM	87	11	0	2
	CODEM	71	23	6	0
	ADP-Maliba	91	3	3	3
	YELEMA	92	8	0	0
	ASMA-CFP	58	38	4	0
	Autres	69	23	7	1
	NSP	78	19	2	0
Total		78	18	3	1

En termes d'évolution, la crainte de violence lors de meetings ou de protestations publiques à baissé entre 2017 et 2020, de 22 à 18 tandis que le fait d'avoir subi de telles violences a au contraire augmenté, de 1 à 3. Dans les régions au sud du centre (Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou) hors de Bamako, l'on n'enregistrait pas en 2017 de cas de violence subie, violence subie uniquement dans les régions du centre et du nord (Mopti, Tombouctou, Gao-Kidal) ainsi que dans le district de Bamako. La situation s'est particulièrement dégradée à Tombouctou, de 1 à 6, et à Gao-Kidal, de 8 à 11.

Tableau 22. Evolution de la violence lors de meetings ou de protestations publiques (en %)

	2017		2020	
	Craint	Subi	Craint	Subi
Kayes	51	0	11	2
Koulikoro	1	0	1	5
Sikasso	14	0	35	4
Ségou	19	0	20	1
Mopti	31	2	23	2
Tombouctou	18	1	12	6
Gao-Kidal	22	8	32	11
Bamako	27	5	16	4
Total	22	1	18	3

Pour ce qui est enfin de la violence armée du fait d'extrémistes politiques ou religieux, près de trois maliens sur dix (29) l'ont craint au cours des deux dernières années et un sur dix (9) l'a subi. Les prévalences de crainte les plus élevées sont déplorées à Mopti (60), Tombouctou (52) et Gao-Kidal (51) toutes régions où sévit le terrorisme et où des attaques armées de terroristes, de jihadistes et autres bandits armés non identifiés sont régulièrement signalées. C'est aussi dans ces régions qu'une telle violence est subie, 21, 24 et 18 respectivement. Qu'il s'agisse de la craindre ou de la subir, la violence armée est plus redoutée en milieu rural qu'en milieu urbain, et si les chrétiens non confrériques la craignent plus que toute religion (44) ce sont les chrétiens confrériques qui la subissent le plus (30). Les musulmans confrériques la redoutent plus que les musulmans tout court (31 contre 29 la craignent, et 11 contre 8 l'ont subi au cours des deux dernières années).

Tableau 23. Prévalence de la violence armée d'extrémistes politiques ou religieux (en %)

		Jamais	Craint	Subi	NSP
Région	Kayes	94	3	3	1
	Koulikoro	83	4	13	0
	Sikasso	49	37	1	13
	Ségou	59	39	3	0
	Mopti	17	60	21	1
	Tombouctou	22	52	24	2
	Gao-Kidal	30	51	18	2
Milieu	Bamako	77	17	5	1
	Urbain	68	24	5	3
	Rural	57	31	10	3
Religion confrérique	Chrétien	56	44	0	0
	Chrétien confrérique	38	23	30	8
	Musulman	61	29	8	2
	Musulman confrérique	50	31	11	8
	Autre	67	25	6	3
Total		60	29	9	3

La crainte de la violence armée d'extrémistes politiques ou religieux a baissé, entre 2017 et 2020, passant de 37 à 29, soit 8 points de pourcentage de diminution. Cette baisse est toutefois contrariée Mopti et Tombouctou où l'on a assisté à une recrudescence de la violence armée, de 33 de crainte en 2017 à Mopti à 60 en 2020 dans la même région, de 44 à 52 à Tombouctou. Il est heureux que la crainte ait diminué à Gao-Kidal, de 58 à 51. Il est tout aussi heureux que dans les régions du centre et du nord, la prévalence d'avoir subi de la violence armée au cours des deux dernières années ait significativement diminué, de 38 à 24 à Tombouctou, de 31 à 18 à Gao-Kidal, et de 24 à 21 à Mopti. Au contraire, dans les régions de Kayes et de Koulikoro, l'on a assisté à une hausse de la prévalence de victime de violence armée.

Tableau 24. Evolution de la violence armée d'extrémistes (en %)

	2017		2020	
	Craint	Subi	Craint	Subi
Kayes	62	1	3	3
Koulikoro	17	1	4	13
Sikasso	23	1	37	1
Ségou	55	2	39	3
Mopti	33	24	60	21
Tombouctou	44	38	52	24
Gao-Kidal	58	31	51	18
Bamako	28	7	17	5
Total	37	8	29	9

Conclusions

Le premier rang de l'insécurité parmi les problèmes de développement est induit par le milieu rural (plutôt l'éducation pour le milieu urbain), les jeunes 18-35 ans (plutôt l'éducation encore pour les niveaux primaire et postsecondaire ou encore l'insécurité alimentaire pour les autres maliens) ainsi que par les personnes ayant vécu un faible niveau de pauvreté en termes de manque de biens de première nécessité ne serait-ce qu'une fois au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête (l'insécurité alimentaire en cas de pauvreté vécue élevée ou l'éducation dans les autres cas). La prise en charge des préoccupations des ruraux, des jeunes

et la lutte contre la pauvreté sont des éléments importants de politique publique en faveur du développement durable et du bien-être des populations.

Dans la dynamique, l'insécurité n'est devenue un problème majeur de développement du pays que ces dernières années, sinon de tous les précédents rounds des enquêtes Afrobarometer, l'insécurité alimentaire ou la famine était au fronton des préoccupations nationales, dans la quasi-totalité des régions et quel que soit le milieu ou le sexe. De la même façon, l'ODD 2 (faim) a été supplanté en 2020 (en 2012 aussi, quand éclatait la grave crise socio-sécuritaire au nord du pays en janvier-mars) par l'ODD 16 (gouvernance) tant au plan national que pour les urbains, pour tous les âges et tous les niveaux d'éducation. L'amélioration de la gouvernance, surtout politique, participe de celle de la sécurité et ajoute aux intérêts des ruraux ceux des urbains.

Malheureusement qu'il s'agisse de l'insécurité ou de la gouvernance, le gouvernement fait plus mal que bien à répondre aux préoccupations des maliens. Il fait à peine bien (dans 42% des cas, son meilleur score) dans l'amélioration des services de santé, et fait plutôt très mal dans la satisfaction des besoins en éducation (13% de bien). Au regard des précédentes années, les performances du gouvernement se sont plutôt détériorées, dans la plupart des cas, éducation, eau et assainissement, prise en charge du handicap comme des conflits, gestion de l'économie, lutte contre la corruption ou le crime, création d'emplois et prise en compte des besoins des jeunes. La transition en cours et faisant suite aux mouvements populations de juin-juillet et au coup d'Etat militaire du 18 août 2020 n'aura d'utilité que l'on observe à terme une inversion de tendances dans cette détérioration multiforme des performances du gouvernement à répondre aux préoccupations des citoyens, détérioration ayant caractérisé le défunt régime d'Ibrahim Boubacar Kéïta. Déjà, elle gagnerait à davantage s'atteler à la résolution de l'insécurité et à l'amélioration des besoins en éducation du pays.

Références bibliographiques

CSLP (2018), Le Mali à bâtir – Rapport de l'enquête diagnostic de la société malienne, septembre

CSLP, PNUD (2016), Identification et opérationnalisation des priorités de développement durable du Mali, décembre

République du Mali (2018), Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019-2023), décembre

ONU (2015), Transformer notre monde: Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, Résolution adoptée à la 70ème session de l'Assemblée générale le 25 septembre 2015, 21 octobre

UA (2014), Agenda 2063 – L'Afrique que nous voulons, août

UN Development Group (2016), Reviewing National Plans and Adaptive SDGs to National Contexts, Module 4

Le Groupe de recherche en économie appliquée et théorique (GREAT) est une organisation scientifique sans appartenance partisane, regroupant des hommes et des femmes qui œuvrent pour le développement et la promotion des sciences économique et sociale au service de l'humanité. En publiant sa revue trimestrielle “**Les GREAT Cahiers**”, il entend :

- ☞ développer la recherche et la capacité de recherche des chercheurs
- ☞ promouvoir la compétitivité et l'excellence
- ☞ susciter des débats féconds dans le milieu intellectuel pour promouvoir la créativité
- ☞ permettre aux jeunes talents d'émerger et de faire école
- ☞ aider à l'application de la science et de la technique au développement économique et social.

Les articles à publier doivent être en rapport avec la problématique du développement. Ce sont :

- ☞ les travaux originaux
- ☞ les résultats d'études ou d'enquêtes de terrain
- ☞ les commentaires d'articles déjà parus avec référence complète
- ☞ les comptes rendus de conférences ou séminaires
- ☞ les communications faites en conférence, séminaire et autre forum
- ☞ les propositions de recherche

Les articles soumis à “**Les GREAT Cahiers**” pour publication peuvent être soit acceptés, soit refusés, soit retournés aux auteurs pour révision. GREAT se réserve le droit d'apporter des modifications de forme sans rien changer au fond sauf après consultation et accord des auteurs.